

Coopération Sud-Sud et Coopération Triangulaire

PLUS DE 20 ÉTUDES DE CAS SUR LA
SOCIÉTÉ CIVILE

Témoignages des membres de Forus sur la
gouvernance de la coopération Sud-Sud



Table des matières



ABONG (Brésil)	01	ForUM (Norvège)	41
AKÜ (Estonie)	04	INFID (Indonesie)	43
ANONG (Uruguay)	06	JANIC (Japon)	46
ASONOG (Honduras)	09	JOINT (Mozambique)	49
CANGO (Chine)	12	KANGO (Kiribati)	52
CCOAIB (Rwanda)	17	KCOC (Corée du Sud)	55
CID (Nouvelle-Zélande)	20	LAPAS (Lettonie)	58
CNONGD (RD Congo)	23	PIANGO (Pacifique)	61
CODE-NGO (Philippines)	26	PLATONG (Cap-Vert)	64
CONGAD (Sénégal)	29	SPONG (Burkina Faso)	68
CONGCOOP (Guatemala)	32	Taiwan AID (Taiwan)	71
FONGDD (Guinée)	35	TANGO (Tanzanie)	76
FONGTO (Togo)	38	VANI (Inde)	78

Étude de cas n° 1 : ABONG (Brésil)

Suivi de la responsabilité du portefeuille de la CSS du Brésil par la société civile – Des données sans accès

Membre de Forus	ABONG — Associação Brasileira de ONGs (Membre de Forus au Brésil)
Partenaires	IDS Brighton; Agence brésilienne de coopération (ABC)
Période	2015 - 2024
Type de CSS	Suivi de la responsabilité de la société civile des pays donateurs vis-à-vis de l'architecture nationale de la coopération Sud-Sud

CONTEXTE

ABONG est la plateforme nationale brésilienne regroupant les ONG œuvrant en faveur du développement durable et des droits, et membre de Forus. Le Brésil est l'un des fournisseurs de CSS les plus actifs au monde : son agence de coopération (ABC) coordonne la coopération technique en Amérique du Sud et en Afrique subsaharienne dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. Le portefeuille de CSS du Brésil a connu un regain significatif à partir de 2023 sous la présidence de Lula, après des années de déclin. Le réseau de l'ABONG est historiquement lié aux mouvements sociaux brésiliens qui ont façonné la politique de coopération Sud-Sud — en particulier dans le secteur agroalimentaire, où les mouvements de petits exploitants brésiliens jouent un rôle important à l'échelle internationale.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

Une étude évaluée par des pairs et publiée dans l'IDS Bulletin (2023) a mis en évidence les liens entre la société civile brésilienne — notamment les organisations membres de l'ABONG — et le portefeuille de coopération Sud-Sud (CSS) du Brésil. Cette étude a révélé que les acteurs de la société civile affiliés à l'ABONG avaient, historiquement, influencé les politiques brésiennes de CSS dans le secteur agroalimentaire grâce à leur plaidoyer et à leur mobilisation au sein des mouvements sociaux. Le cas ProSAVANA illustre les conséquences de l'absence d'institutionnalisation de cette influence de la société civile dans la conception du programme : les mouvements sociaux brésiliens se sont alliés à leurs homologues mozambicains pour s'opposer à un programme que le gouvernement brésilien présentait comme un exemple phare de réussite en matière de CSS.

LE DÉCALAGE STRUCTUREL

Le suivi de la responsabilité exercé par l'ABONG sur le portefeuille de coopération Sud-Sud du Brésil — qui met en évidence les écarts entre les principes de coopération Sud-Sud énoncés par le Brésil (solidarité, horizontalité, non-conditionnalité) et les réalités des programmes — s'effectue par le biais de canaux de plaidoyer et de réseaux de pairs plutôt que par une inclusion formelle dans la gouvernance de l'ABC. Le rapport national volontaire (VNR) 2024 du Brésil a mis en avant le manuel de gestion de la CSS élaboré par l'ABC comme une norme internationale, démontrant ainsi que le Brésil continue de se positionner comme un leader en matière de CSS. Cependant, aucun mécanisme formel de co-conception avec la société civile au sein de l'architecture des programmes de l'ABC n'a été documenté.

POINT CLÉ

ABONG démontre que les plateformes de la société civile des pays donateurs génèrent des preuves de la responsabilité en matière de CSS — mais sans inclusion formelle dans la gouvernance des programmes, ces preuves ne transforment les programmes que lentement, par le biais de la pression et du plaidoyer des mouvements sociaux, plutôt qu'au stade de la conception. Le parcours de ProSAVANA montre à la fois ce que les réseaux d'ABONG peuvent accomplir grâce à une pression soutenue et ce qui est perdu lorsqu'ils ne sont pas inclus dès le départ.

RÉFÉRENCES

- Bulletin IDS 2023 — La société civile brésilienne et la coopération Sud-Sud : https://opendocs.ids.ac.uk/articles/journal_contribution/Brazilian_Civil_Society_and_South_South_Cooperation_Countering_the_Green_Revolution_from_Abroad/26434597
- Rapport du Brésil sur la coopération Sud-Sud dans le cadre de l'examen volontaire national (VNR) de l'UNOSSC 2024 : <https://unsouthsouth.org/2025/03/28/member-states-highlight-new-tools-for-integrating-south-south-and-triangular-cooperation-into-voluntary-national-reviews-of-sdg-progress/>
- ABONG : <https://www.abong.org.br/>

Étude de cas n° 2 : AKÜ (Estonie)

Petite plateforme européenne, plaidoyer stratégique triangulaire via des réseaux collectifs

Membre de Forus	AKÜ — Arengukoostöö Ümarlaud / Estonian Roundtable for Development Cooperation (membre confirmé de Forus)
Partenaires	Centre estonien pour le développement international (ESTDEV) ; CONCORD Europe ; Forus
Période	2019–2024
Type de CSS	Facilitation triangulaire par le biais d'un plaidoyer institutionnel auprès de l'UE ; influence collective des petits États

CONTEXTE

La Estonian Roundtable for Development Cooperation (AKÜ) est une plateforme nationale de plaidoyer représentant les organisations de la société civile estoniennes actives dans les domaines de la coopération au développement, de l'aide humanitaire et de la justice mondiale. AKÜ défend les intérêts de ses membres tant au niveau national qu'international, en contribuant aux processus politiques, en définissant les priorités de financement et en renforçant les capacités de ses organisations membres. AKÜ travaille en étroite collaboration avec ses partenaires baltes et est active au sein de réseaux européens et mondiaux, notamment Forus et CONCORD.

CE QUI S'EST PASSÉ

Si AKÜ contribue aux débats politiques internationaux par le biais de réseaux tels que CONCORD et Forus, son rôle principal consiste à défendre les intérêts et à représenter les organisations de la société civile. Le directeur exécutif de AKÜ siège au conseil de surveillance du Centre estonien pour le développement international (ESTDEV), ce qui permet à la voix des ONG de se faire entendre directement au sein des instances institutionnelles.

LE MODÈLE D'INFLUENCE COLLECTIVE

L'influence d'AKÜ s'exerce principalement par le biais d'un plaidoyer collectif. Si une plateforme nationale isolée n'a qu'une capacité limitée à façonner à elle seule les cadres de l'OCDE-CAD ou de l'UE, un engagement coordonné par l'intermédiaire de CONCORD et de Forus permet aux points de vue de la société civile estonienne de contribuer à des processus politiques plus larges. Ce modèle collectif permet aux acteurs de moindre envergure de participer de manière significative à l'élaboration des normes de la coopération internationale au développement.

POINT CLÉ

AKÜ montre que la valeur des petits membres européens de Forus dans la réforme de la coopération Sud-Sud est d'ordre institutionnel, et non programmatique. Leur influence sur la politique de développement de l'UE — lorsqu'elle s'exerce collectivement par l'intermédiaire de CONCORD et de Forus — est disproportionnée par rapport à leur taille individuelle. La coordination de cette influence constitue une priorité stratégique pour le programme de réforme de la coopération Sud-Sud du réseau Forus.

RÉFÉRENCES

- AKÜ (membre confirmé de Forus — NGO Explorer) : <https://ngoexplorer.org/country/all?filter-classification=105>
- CONCORD Europe : <https://concordeurope.org/>
- Coopération au développement du Conseil de l'UE : <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/development-cooperation/>

Étude de cas n° 3 : ANONG (Uruguay)

La société civile dans l'architecture de la coopération triangulaire d'un pays donateur

Membre de Forus	ANONG — Asociación Nacional de ONG, Uruguay (membre confirmé de Forus)
Partnaires	AUCI (Agencia Uruguaya de Cooperación Internacional); CELAC; Réseau Forus ALC
Période	2018–2024
Type de CSS	Participation de la société civile au portefeuille de coopération Sud-Sud de l'Uruguay ; apprentissage entre pairs en Amérique latine et dans les Caraïbes

CONTEXTE

ANONG est l'association nationale des ONG de l'Uruguay et un membre confirmé de Forus. L'Uruguay met en œuvre, par l'intermédiaire de l'AUCI, un programme structuré de coopération Sud-Sud et triangulaire, axé sur la politique sociale, la santé publique, l'administration numérique et la coopération en matière d'administration publique à travers l'Amérique latine. Ce programme positionne l'Uruguay comme un fournisseur de CSS à revenu intermédiaire au sein de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) — partageant son expérience en matière d'architecture de la protection sociale, d'administration numérique et de systèmes de santé publique avec ses partenaires d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le mandat d'ANONG couvre la coordination de la société civile en matière de développement et de suivi des ODD — ce qui recoupe directement le portefeuille de CSS de l'Uruguay.

CE QUI S'EST PASSÉ

L'ANONG participe aux processus de la société civile de la CELAC liés à la coopération Sud-Sud ainsi qu'aux échanges au sein du réseau Forus ALC. L'AUCI uruguayenne a mis en place des programmes de coopération Sud-Sud dans les domaines de la protection sociale, de l'administration publique et des services numériques, transférant ainsi l'expérience institutionnelle uruguayenne vers les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le rôle de l'ANONG a principalement consisté à plaider en faveur de la participation de la société civile à la conception des programmes de l'AUCI, plutôt qu'à une inclusion formelle dans leur co-conception. Au sein du réseau Forus ALC, l'ANONG participe à des échanges d'apprentissage entre pairs avec l'ASONOG (Honduras), le CONGCOOP (Guatemala) et l'ANC (Pérou) — partageant ainsi l'expérience de l'Uruguay en matière d'architecture avancée de protection sociale et recueillant des informations sur les défis liés à la mise en œuvre au niveau communautaire auprès de ses homologues ALC à faibles revenus.

LE MODÈLE DE REPRODUCTION

Le modèle KCOC (Corée) — dans lequel la plateforme nationale coréenne de la société civile est officiellement institutionnalisée au sein de l'architecture de gouvernance de la CSS du pays fournisseur — constitue le modèle de référence que le présent rapport recommande de reproduire. L'Uruguay, en tant que pays fournisseur de la coopération Sud-Sud d'Amérique latine à revenu intermédiaire disposant d'une plateforme membre confirmée du Forus, est un candidat à ce modèle. L'intégration par l'AUCI de l'ANONG dans la conception conjointe des programmes de CSS créerait un précédent pour l'inclusion de la société civile des pays fournisseurs de la CSS dans la région ALC — distinct du modèle européen et directement pertinent pour les dynamiques des pays fournisseurs Sud-Sud.

POINT CLÉ

ANONG représente une opportunité pour le pays fournisseur : l'Uruguay partage son expérience en matière de développement par le biais de la CSS, ANONG détient les connaissances au niveau communautaire sur la manière dont cette expérience se concrétise dans la pratique, et l'architecture de gouvernance ne relie pas ces deux entités. Le modèle de reproduction du KCOC — l'inclusion institutionnalisée de la société civile dans l'architecture de la CSS du pays fournisseur — est directement applicable à l'Uruguay et à l'AUCI.

RÉFÉRENCES

- ANONG : <http://www.anong.org.uy>
- Coopération Sud-Sud de l'AUCI en Uruguay : <https://www.gub.uy/agencia-uruguaya-cooperacion-internacional/>
- Transformation de la CSS par l'UNOSSC en Amérique latine et dans les Caraïbes : <https://unsouthsouth.org/2025/05/29/transformation-through-south-south-and-triangular-cooperation-latin-americas-experience/>

Étude de cas n° 4 : ASONOG (Honduras)

Échange entre pairs de la société civile d'Amérique centrale et plaidoyer en faveur des ODD lors du Sommet de l'avenir

Membre de Forus	ASONOG — Asociación de Organismos No Gubernamentales, Honduras (membre confirmé de Forus)
Partenaires	CONGCOOP Guatemala (membre confirmé de Forus); POJOAJU Paraguay (membre confirmé de Forus); Réseau mondial Forus ; société civile de la CELAC
Période	2022–2024
Type de CSS	Apprentissage entre pairs au sein de la société civile ; échange régional en ALC; plaidoyer lors de l'Assemblée générale de Forus

CONTEXTE

L'ASONOG est l'association nationale des ONG du Honduras et un membre confirmé de Forus. Le Honduras est confronté à des défis de développement aigus — pauvreté, vulnérabilité climatique, insécurité alimentaire et pressions migratoires importantes — qui rendent l'apprentissage entre pairs sur les ODD particulièrement pertinent. Le Honduras participe à la CSS en Amérique centrale dans le cadre du SICA (Système d'intégration centraméricain) et de la CELAC. L'ASONOG participe régulièrement aux activités du réseau Forus et a joué un rôle actif lors de l'Assemblée générale de Forus qui s'est tenue en mai 2024 à Gaborone, au Botswana.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

Lors de l'Assemblée générale du réseau Forus à Gaborone (mai 2024), Francisco Garcia, de l'ASONOG, a participé activement aux débats sur les défis auxquels est confrontée la société civile à l'échelle mondiale. M. Garcia a déclaré publiquement : « Nous sommes préoccupés par la fermeture des espaces civiques, qui ne cesse de s'accroître, mais la recherche d'alliances nous permet de renforcer et de reconnaître le travail essentiel de la société civile, en promouvant le développement durable pour construire une société plus juste et plus équitable. » La participation de l'ASONOG à ce rassemblement mondial de la société civile — aux côtés de SPONG (Burkina Faso), de PIANGO (Pacifique) et de plateformes issues de 65 pays — illustre parfaitement le rôle de réseau de la société civile Sud-Sud que joue le réseau Forus : relier l'expérience centraméricaine au plaidoyer mondial en faveur des ODD et à l'apprentissage entre pairs.

LA DIMENSION DE L'APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS

Au sein du réseau Forus LAC, l'ASONOG participe à des échanges entre pairs avec la CONGCOOP (Guatemala), la POJOAJU (Paraguay) et l'ANC (Pérou) — tous membres confirmés de Forus. L'expérience du Honduras en matière d'insécurité alimentaire liée au climat au niveau communautaire, ainsi que ses approches pratiques de résilience communautaire, constituent des atouts de connaissances pertinents pour la coopération Sud-Sud. Cependant, à l'instar d'autres membres d'Amérique centrale du réseau Forus, l'ASONOG opère entièrement en dehors des structures officielles de gouvernance bilatérales de la coopération Sud-Sud au Honduras. L'apprentissage entre pairs auquel elle participe par l'intermédiaire de Forus est invisible et non reconnu par les cadres officiels régionaux de la coopération Sud-Sud.

POINT CLÉ

L'ASONOG démontre que, même sous la pression d'un rétrécissement de l'espace civique et de crises de développement aiguës, les plateformes de la société civile entretiennent des relations d'apprentissage entre pairs Sud-Sud grâce aux connexions du réseau Forus. L'Assemblée générale de Gaborone a montré que les membres de Forus mettaient en pratique ce que les cadres de gouvernance de la coopération Sud-Sud prétendent valoriser : partager des expériences, relier les luttes, construire un savoir collectif entre les pays.

RÉFÉRENCES

- Francisco Garcia, de l'ASONOG, cité lors de l'Assemblée générale du Forus à Gaborone (AllAfrica/IPS, mai 2024) : <https://allafrica.com/stories/202405300282.html>
- ASONOG : <https://www.asonog.hn/>
- CONGCOOP Guatemala (membre de Forus) : <http://www.congcoop.org.gt>
- POJOAJU Paraguay (membre de Forus) : <http://www.pojoaju.org.py>

Étude de cas n° 5 : CANGO (Chine)

Un pont entre la société civile et l'architecture de la coopération Sud-Sud de la Chine – Un rôle d'intermédiaire entre les ONG chinoises, les partenaires internationaux et les pays du Sud

Membre de Forus	China Association for NGO Cooperation (CANGO)
Statut	Membre de Forus, de l'UICN et de l'ANGOC ; statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) (depuis 2007) ; observateur auprès de la CCNUCC, de la CDB et du GIEC. 209 organisations membres nationales ; plus de 200 ONG étrangères, organisations bilatérales et multilatérales issues de 57 pays et régions (chiffres de 2025)
Partenaires	Organismes gouvernementaux — Ministère du Commerce (MOFCOM, ancienne unité de contrôle professionnel) ; Ministère des Affaires civiles, autorité d'enregistrement ; Partenaires internationaux : Fondation Ford, Plan International, Union européenne, Oxfam, WWF, CAN Europe, Stiftung Asienhaus / Robert Bosch Stiftung, Stiftung Mercator (programme de jumelage entre ONG de l'UE et de Chine) ; International Rivers.
Période	Depuis 1992 ; le rôle de facilitation du CSS s'est intensifié à partir de 2013 avec l'implication de la société civile dans l'initiative « Belt and Road »
SSC Type	Facilitation triangulaire — la Chine en tant que pourvoyeur de connaissances du Sud ; la société civile en tant qu'intermédiaire entre l'architecture de la CSS pilotée par l'État chinois et les communautés partenaires du Sud ; des échanges horizontaux entre pairs avec les réseaux de la société civile européens et asiatiques

CONTEXTE

CANGO est l'une des plateformes nationales d'ONG les plus anciennes et les plus importantes sur le plan institutionnel en Chine dans le domaine du développement international. Fondée en 1992 avec l'accord de ce qui est aujourd'hui le ministère du Commerce, elle a été enregistrée auprès du ministère des Affaires civiles en 1994. En 2020, CANGO s'est officiellement dissociée du ministère du Commerce, qui en était l'autorité de tutelle — un changement structurel qui a renforcé l'autonomie opérationnelle de l'organisation au sein du cadre réglementaire de la société civile chinoise. CANGO a été l'une des premières organisations en Chine à faciliter systématiquement la coopération entre la société civile chinoise et les ONG internationales, les bailleurs de fonds bilatéraux et les institutions multilatérales. À la fin de l'année 2025, CANGO comptait 209 membres nationaux, qu'il s'agisse d'organisations ou de particuliers, et avait développé une coopération avec plus de 200 ONG étrangères et organisations multilatérales réparties dans 57 pays et régions, mettant en œuvre des programmes dans l'ensemble des 31 provinces, régions autonomes et municipalités chinoises — au bénéfice de près de dix millions de personnes dans des domaines tels que le soutien à la société civile, le développement rural et communautaire, l'égalité des sexes, le changement climatique, la santé et le volontariat.

L'architecture de la CSS de la Chine est pilotée par l'État et de grande envergure : la CIDCA coordonne l'aide publique au développement de la Chine, tandis que le MOFCOM fait office d'autorité compétente chargée de la planification et de l'approbation globales de l'aide étrangère ; des programmes spécifiques de coopération technique Sud-Sud couvrant l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique sont mis en œuvre par des organismes subordonnés au MOFCOM, tels que le Centre international chinois pour les échanges économiques et techniques (CICETE). La Chine est l'un des principaux acteurs de la coopération Sud-Sud à l'échelle mondiale ; elle opère en dehors du cadre du CAD de l'OCDE et s'appuie sur sa propre expérience de réduction rapide de la pauvreté et de développement axé sur les infrastructures comme base de connaissances pour son engagement en matière de coopération Sud-Sud. Cependant, le rôle de la société civile chinoise au sein de cette architecture a toujours été limité : seules quelques ONG chinoises ont des sièges à l'étranger, l'accès aux financements internationaux est restreint et elles doivent évoluer dans un paysage du développement principalement façonné par des mécanismes dirigés par l'État.

La contribution distinctive de CANGO a consisté à occuper et à élargir l'espace réservé à la société civile au sein de cette architecture : renforcer les capacités des ONG chinoises à s'engager à l'international, relier la société civile chinoise aux réseaux et normes mondiaux, et créer une plateforme intermédiaire permettant aux connaissances Sud-Sud de circuler dans les deux sens — vers la Chine et vers les pays partenaires.

CE QUI S'EST PASSÉ

Le travail de facilitation de la CSS mené par CANGO s'est articulé autour de plusieurs axes étroitement liés :

Le renforcement de la société civile nationale comme fondement de la CSS : l'action principale de CANGO a consisté à renforcer les capacités des ONG chinoises — par le biais d'un soutien à la collecte de fonds, d'une assistance technique, de formations à la gestion de projets et d'un plaidoyer en faveur d'un environnement réglementaire plus propice. Ce renforcement des capacités au niveau national est la condition préalable à tout engagement en matière de CSS à l'extérieur : les ONG chinoises ne peuvent pas participer de manière crédible à l'échange de connaissances Sud-Sud sans un développement institutionnel. Le programme d'éducation visionnaire de CANGO (qui soutient les directeurs d'écoles rurales et les élèves des régions sous-développées) ainsi que ses programmes environnementaux dans le Yunnan et d'autres provinces illustrent cette double mission nationale et internationale.

Responsabilité de la société civile dans le cadre de la BRI : alors que l'Initiative « Une ceinture, une route » (BRI) étendait l'empreinte infrastructurelle de la Chine à travers l'Asie, l'Afrique et au-delà à partir de 2013, CANGO s'est directement penché sur la question de la responsabilité dans le cadre de la coopération Sud-Sud, en menant des recherches sur la responsabilité environnementale et sociale des entreprises chinoises opérant dans les pays partenaires de la BRI. En 2018, CANGO a mené un projet de recherche en collaboration avec International Rivers (États-Unis) portant sur deux projets de barrages financés par la Chine au Laos et au Cambodge, évaluant les relations entre les communautés locales concernées, les entreprises chinoises et les organisations de la société civile. Les rapports annuels de CANGO ont documenté les processus d'apprentissage nécessaires : de la volonté des entreprises de dialoguer avec la société civile au partage transparent d'informations, en passant par la mise en place de canaux de communication durables entre les entreprises, les gouvernements et les populations locales. Ce travail a permis à CANGO de s'imposer comme l'une des rares voix de la société civile chinoise capable d'exiger des acteurs économiques liés à l'État chinois qu'ils respectent des normes sociales et environnementales plus strictes.

Programme de jumelage entre ONG de l'UE et de Chine : CANGO a coorganisé et co-mis en œuvre le programme de jumelage entre ONG de l'UE et de Chine — un programme d'échange de sept ans destiné au personnel d'ONG européennes et chinoises œuvrant dans les domaines de la justice sociale et environnementale et du changement climatique, cofinancé par la Robert Bosch Stiftung et la Stiftung Mercator en partenariat avec CAN Europe. Le personnel des ONG chinoises et européennes a passé entre quatre et huit semaines au sein d'organisations partenaires, développant des projets communs et établissant des relations institutionnelles durables. Ce programme a fonctionné selon un mécanisme triangulaire : le financement et l'expertise du Nord alimentaient l'échange, tandis que les connaissances chinoises en matière de coopération Sud-Sud et l'expérience en matière de développement de la société civile revenaient aux partenaires européens — inversant ainsi la dynamique traditionnelle donateur-bénéficiaire.



Plaidoyer en faveur du climat et définition de normes Sud-Sud : par l'intermédiaire du Réseau chinois d'action civile pour le climat (CCAN), CANGO a coordonné la participation de la société civile chinoise aux négociations internationales sur le climat, notamment lors de la COP21 à Paris, où le CCAN a publié une prise de position officielle de la société civile sur les engagements de la Chine au titre des CDN. En 2018, CANGO a organisé des séminaires sur le changement climatique en Asie de l'Est (avec le Japon et la Corée du Sud) afin de définir les positions de la société civile régionale en amont des négociations de la CCNUCC — agissant ainsi en tant que facilitateur de réseaux horizontaux Sud-Sud plutôt que comme une plateforme de plaidoyer dirigée par les pays du Nord.

LE RÔLE TRIANGULAIRE

Le rôle de CANGO en matière de coopération triangulaire est structurellement complexe, l'organisation évoluant dans un paysage de la société civile où les ONG chinoises naviguent de plus en plus à la croisée des cadres réglementaires nationaux et des normes internationales de la société civile. Son action de facilitation triangulaire s'articule autour de plusieurs axes simultanés :

- La médiation triangulaire s'articule autour de plusieurs axes simultanés : Intermediation entre l'État et la société civile (au niveau national) : CANGO fait office de principale interface entre l'architecture de la coopération Sud-Sud pilotée par l'État chinois et la société civile chinoise — en plaidant au sein du gouvernement pour la participation de la société civile à la « Belt and Road Initiative » (BRI) et aux programmes gérés par la CIDCA, tout en renforçant simultanément les capacités des ONG chinoises afin qu'elles répondent aux normes internationales de la société civile. Ce rôle d'intermédiaire est limité par le cadre réglementaire chinois applicable à la société civile, mais il s'agit de la seule plateforme de ce type opérant à l'échelle nationale.
- Échanges entre pairs Sud-Sud (horizontaux) : les partenariats de CANGO avec 198 ONG étrangères et organisations multilatérales créent des flux horizontaux de connaissances Sud-Sud — l'expérience des ONG chinoises en matière de lutte contre la pauvreté, de développement rural et d'adaptation environnementale dans le contexte d'un grand pays en développement est véritablement pertinente pour les ONG des pays partenaires d'Asie du Sud-Est et d'Afrique, même si la Chine est simultanément un important fournisseur d'aide publique au développement pour ces mêmes pays.
- Responsabilité triangulaire (Nord-Sud-Sud) : le programme de jumelage UE-Chine et la collaboration de CANGO avec International Rivers et l'UICN ont donné lieu à de véritables accords triangulaires — les financements et les normes techniques du Nord s'inscrivant dans un échange avec les pratiques de la société civile chinoise, les résultats visant à améliorer la qualité des activités de développement liées à la Chine dans le Sud. La capacité de CANGO à bénéficier simultanément du soutien institutionnel du Nord et à orienter ses résultats analytiques vers les acteurs étatiques et privés chinois dans le Sud constitue une position rare et structurellement importante.

POINT CLÉ

CANGO représente une présence particulièrement significative de la société civile au sein de la vaste architecture chinoise de coopération Sud-Sud — et constitue l'un des cas les plus complexes sur le plan structurel dans le paysage mondial de la société civile en matière de coopération Sud-Sud. Son rôle triangulaire est véritablement unique : il s'agit d'une plateforme d'ONG nationales, membre de Forus, opérant au sein d'un système de développement piloté par l'État, qui renforce les capacités de la société civile chinoise, relie les ONG chinoises aux réseaux et normes mondiaux, tout en menant des recherches sur les dimensions environnementales et sociales de l'engagement économique de la Chine dans les pays partenaires de la BRI. Le défi majeur de CANGO consiste à gérer la tension entre sa proximité avec les mécanismes de coopération Sud-Sud pilotés par l'État et l'indépendance nécessaire à un plaidoyer crédible de la société civile.

RÉFÉRENCES

- Site officiel de CANGO : <https://www.cango.org>
- Profil de CANGO sur Forus : <https://www.forus-international.org/member/cango-china-association-for-ngo-cooperation>
- Analyse de la société civile sur CANGO / BRI (Fondation Rosa Luxemburg) : <https://www.rosalux.de/en/news/id/43328>
- Programme de jumelage d'ONG UE-Chine (Robert Bosch Stiftung) : <https://www.bosch-stiftung.de/en/project/eu-china-ngo-twinning-program>
- Boîte à outils de l'Asia Society sur la BRI — profil de CANGO : <https://asiasociety.org>. (Boîte à outils sur la BRI — CANGO).

Étude de cas n° 6 : CCOAIB (Rwanda)

Responsabilisation de la société civile vis-à-vis des ODD dans un pays de la coopération Sud-Sud à double rôle

Membre de Forus	CCOAIB — Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base (membre confirmé de Forus, Rwanda)
Partenaires	Plateforme de la société civile rwandaise ; Conseil rwandais de la gouvernance ; Nations unies au Rwanda ; CIVICUS
Période	2019–2024
Type de CSS	Suivi des ODD par la société civile contribuant à la fois à la responsabilisation des bénéficiaires de la CSS et à l'enrichissement des connaissances des nouveaux acteurs de la CSS

CONTEXTE

Le CCOAIB est membre de Forus au Rwanda — une plateforme nationale regroupant des organisations qui soutiennent les initiatives locales. Le Rwanda a présenté ses examens nationaux volontaires (ENV) en 2019 et 2023 ; l'ENV de 2023 rend compte des progrès réalisés au regard des ODD 6, 7, 9, 11 et 17 (partenariats). Le Rwanda se distingue, dans le contexte de l'Afrique de l'Est, comme un pays connaissant un développement rapide : dans le seul secteur de l'énergie, la proportion de foyers ayant accès à l'électricité est passée de 21,5 % en 2014 à 61 % en 2023. Le Rwanda est également un fournisseur émergent de coopération Sud-Sud au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est — coopérant dans les domaines de la santé, de l'agriculture et du maintien de la paix. Le CCOAIB a été sélectionné par CIVICUS pour diriger l'auto-évaluation de la société civile au Rwanda.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

La préparation de l'examen national volontaire (ENV) 2023 du Rwanda a explicitement réuni « le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les partenaires de développement », ce qui en fait l'un des 38 % des pays ayant présenté leur ENV en 2023 qui ont qualifié leurs dispositifs institutionnels relatifs aux ODD de multipartites (selon l'analyse des ENV réalisée par Forus/IISD). Le rôle de coordination nationale joué par le CCOAIB par l'intermédiaire de la Rwanda Civil Society Platform (RCSP) l'inscrit dans l'architecture multipartite de suivi des ODD. Le rapport du Rwanda pour le VNR 2023 concernant l'ODD 17 présente la CSS à la fois en tant que bénéficiaire et en tant que prestataire de la coopération au développement, créant ainsi un double point de vue rare à partir duquel les données issues de la société civile sont potentiellement les plus précieuses.

L'OPPORTUNITÉ ET LE DÉFICIT

La double position du Rwanda, à la fois bénéficiaire et fournisseur émergent de la CSS, rend l'intégration du CCOAIB dans la gouvernance nationale de la CSS particulièrement importante. Les informations fournies par la société civile sur les interventions de CSS qui ont atteint le niveau communautaire — et celles qui ne l'ont pas fait — sont directement pertinentes tant pour la stratégie de réception de la CSS du Rwanda que pour son portefeuille émergent de fourniture de CSS. Le CCOAIB étant la plateforme nationale de coordination de la société civile, les données qu'il recueille au niveau communautaire pourraient éclairer ces deux volets. Les sources publiques disponibles ne précisent pas si le CCOAIB dispose d'un accès officiel aux structures nationales de gouvernance de la coopération bilatérale en matière de sécurité alimentaire ; cela reflète la tendance générale selon laquelle la société civile est présente au niveau national des ODD, mais absente de la gouvernance des programmes bilatéraux de coopération en matière de sécurité alimentaire.

POINT CLÉ

Le double rôle du Rwanda en matière de CSS fait du CCOAIB l'un des membres du Forus les mieux positionnés stratégiquement en Afrique : une plateforme de la société civile dans un pays qui bénéficie à la fois de la coopération Sud-Sud et en est de plus en plus un fournisseur. L'intégration du CCOAIB dans la gouvernance nationale de la coopération Sud-Sud permettrait de générer des informations utiles dans les deux sens. Son exclusion actuelle signifie que les décisions du Rwanda, tant en matière de réception que de fourniture de coopération Sud-Sud, sont prises sans s'appuyer sur des données provenant des communautés locales.

RÉFÉRENCES

- Examen national volontaire (ENV) 2023 du Rwanda (HLPF) : <https://hlpf.un.org/countries/rwanda/voluntary-national-reviews-2023>
- Auto-évaluation de la société civile par le CCOAIB et CIVICUS : <https://www.civicus.org/downloads/CSI/Rwanda.pdf>
- Données sur les tendances issues du examen national volontaire (ENV) 2023 de Forus/IISD, élaborées par les différentes parties prenantes : <https://www.iisd.org/publications/report/progressing-national-sdgs-2023>
- CCOAIB : <http://www.ccoaib.org.rw>

Étude de cas n° 7 : CID (Nouvelle-Zélande)

Pacific Civil Society Bridge – Faciliter le partage de connaissances Sud-Sud entre les îles du Pacifique et les réseaux mondiaux

Membre de Forus	CID — Council for International Development, New Zealand (membre confirmé de Forus)
Partners	MFAT (ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce) ; PIANGO ; Forum des îles du Pacifique ; Forus
Period	2017–2024
SSC Type	Facilitation triangulaire — La Nouvelle-Zélande, pont entre les pays du Pacifique dans le cadre de la coopération Sud-Sud ; réseau régional de société civile à société civile

CONTEXTE

Le CID est le Conseil néo-zélandais pour le développement international et un membre à part entière de Forus. La Nouvelle-Zélande est profondément ancrée dans la coopération Sud-Sud (SSC) dans le Pacifique, à la fois en tant que fournisseur important d'aide publique au développement (APD) aux pays insulaires du Pacifique et en tant que nation du Pacifique liée à cette région par des liens culturels. La politique néo-zélandaise « Pacific Reset » (2018) a redéfini les relations de la Nouvelle-Zélande avec le Pacifique, faisant de ce pays un partenaire du Pacifique plutôt qu'un donateur du Nord — ce qui fait de la Nouvelle-Zélande un facilitateur de la coopération triangulaire présentant un caractère véritablement Sud-Sud dans le contexte régional du Pacifique. Le CID coordonne le secteur du développement de la société civile néo-zélandaise et le relie au réseau Forus ainsi qu'à la société civile du Pacifique par l'intermédiaire de PIANGO.

CE QUI S'EST PASSÉ

Le CID participe au réseau de la société civile du Pacifique grâce à sa collaboration avec PIANGO, offrant ainsi au secteur de la société civile néo-zélandaise un lien direct avec les unités nationales de liaison de PIANGO et l'initiative de responsabilisation « Vaka Pasifika ». Au sein de l'architecture néo-zélandaise de coopération au développement, le CID a plaidé en faveur de normes de participation de la société civile dans les programmes axés sur le Pacifique — en particulier dans le cadre du Programme de développement régional du Pacifique du MFAT, qui canalise des ressources importantes via les cadres de CSS du Pacifique. La politique néo-zélandaise « Pacific Reset » a ouvert de nouvelles perspectives à la société civile pour s'engager dans les partenariats de développement de la Nouvelle-Zélande avec le Pacifique — et le CID s'est attaché à vérifier si cet engagement politique se traduisait concrètement. Le CID met également la société civile du Pacifique en relation avec les actions de plaidoyer menées par Forus à l'échelle mondiale — permettant ainsi aux voix du Pacifique de se faire entendre dans les discussions mondiales sur le suivi des ODD, qui, sans cela, ne seraient relayées que par la plateforme régionale de PIANGO.

LE RÔLE TRIANGULAIRE

Le rôle triangulaire du CID est unique : contrairement aux membres européens de Forus, dont la facilitation triangulaire s'exerce principalement par le biais du plaidoyer politique auprès du CAD de l'OCDE, celle du CID revêt un caractère régional et relationnel. Grâce aux liens de la Nouvelle-Zélande avec le Pacifique, le CID peut mettre en relation les organisations de la société civile du Pacifique — notamment KANGO (Kiribati), FCOSS (Fidji) et PIANGO — avec les réseaux mondiaux de plaidoyer du Forus et les ressources du MFAT, d'une manière que ne permettrait pas une relation purement « Nord-Sud » entre donateurs et bénéficiaires. Il s'agit là d'une coopération triangulaire présentant un véritable caractère Sud-Sud.

POINT CLÉ

Le CID incarne un modèle de coopération triangulaire distinctif : une plateforme de la société civile d'un pays développé, ancrée dans le Pacifique, capable de relier la société civile du Pacifique aux réseaux mondiaux tout en veillant à ce que le programme de coopération Sud-Sud de son propre gouvernement pour le Pacifique respecte les normes d'inclusion de la société civile. Le contexte politique du « Pacific Reset » rend le rôle du CID particulièrement opportun : le repositionnement de la Nouvelle-Zélande en tant que partenaire du Pacifique crée un véritable espace de co-conception avec la société civile, que le CID est bien placé pour aider à concrétiser.

RÉFÉRENCES

- CID Nouvelle-Zélande : <https://www.cid.org.nz>
- Politique néo-zélandaise « Pacific Reset » (MFAT) : <https://www.mfat.govt.nz/en/aid-and-development/our-approach/pacific/>
- PIANGO : <https://piango.org/>

Étude de cas n° 8 : CNONGD (République démocratique du Congo)

Coordination de la société civile dans le contexte de CSS le plus complexe au monde – Totalement en dehors de la gouvernance

Membre de Forus	CNONGD — Conseil National des ONGD de Développement (membre confirmé de Forus, RDC)
Partenaires	Gouvernement de la RDC ; OCHA (ONU) ; acteurs bilatéraux de la CSS, notamment la Chine, l'Afrique du Sud et le Rwanda
Période	2019–2024
Type de CSS	Exclusion de la société civile de la gouvernance bilatérale de la coopération Sud-Sud ; lien entre aide humanitaire et développement

CONTEXTE

Le CNONGD est la plateforme nationale reconnue des ONG de la République démocratique du Congo et membre de Forus. La RDC a présenté son examen national volontaire (ENV) en 2023 — c'était la deuxième fois qu'elle le faisait —, rendant compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD et des partenariats de coopération Sud-Sud. La RDC est à la fois l'un des plus grands bénéficiaires de la coopération Sud-Sud au monde (coopération bilatérale avec la Chine, l'Inde, le Maroc, le Rwanda et l'Afrique du Sud, comme le montre son ENV de 2023) et le théâtre de l'une des crises humanitaires les plus graves au monde, avec des millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

CE QUI S'EST PASSÉ

L'examen volontaire national (EVN) 2023 de la RDC a fait état du soutien apporté dans le cadre de la CSS par plusieurs partenaires, démontrant ainsi que cette coopération est active en RDC et qu'elle fait l'objet d'un suivi officiel de la part du gouvernement. Le CNONGD, en tant que plateforme nationale de coordination de la société civile, n'a pas été officiellement intégré aux structures bilatérales de gouvernance de la coopération Sud-Sud associées à aucun de ces partenariats. L'analyse conjointe du ENV réalisée par Forus, l'IISD et l'A4SD (2023) a mis en évidence une tendance commune à de nombreux pays ayant présenté leur VNR en 2023 : la participation multipartite est mentionnée mais n'est pas systématiquement démontrée, et seuls 38 % des pays ont qualifié leurs dispositifs institutionnels relatifs aux ODD de véritablement multipartites — ce qui représente une baisse significative par rapport à 2022.

CE QUI A ÉTÉ PERDU

Le CNONGD dispose d'une expertise en matière de coordination dont aucun partenaire bilatéral de la coopération Sud-Sud ne dispose : il sait quelles communautés sont déplacées, quelles lacunes existent entre l'aide humanitaire et le développement dans le ciblage des programmes de CSS, et quels mécanismes de responsabilisation concernant les résultats de cette coopération font défaut au niveau communautaire. Dans un contexte où les investissements de la coopération Sud-Sud se concentrent sur les infrastructures et la coopération technique, et où des millions de personnes restent déplacées, l'absence de contribution de la société civile à la conception des programmes de CSS signifie que les besoins les plus urgents des communautés restent invisibles aux yeux des concepteurs de ces programmes.

POINT CLÉ

La RDC illustre le cas le plus extrême de l'argument central du rapport. Dans le contexte de pays bénéficiaire de la CSS le plus complexe au monde, la plateforme nationale de la société civile qui pourrait assurer la responsabilité de la CSS est structurellement absente de toute gouvernance de la CSS. C'est précisément au niveau de l'interface entre l'aide humanitaire et le développement — là où la CSS est la plus urgente — que l'exclusion de la société civile est la plus coûteuse.

RÉFÉRENCES

- RDC 2023 ENV (HLPF): <https://hlpf.un.org/countries/democratic-republic-of-the-congo>
- CNONGD: <http://www.cnongdrdc.org/cnongd.php>
- Examen conjoint de l'ENV par Forus et l'IISD (2023) : <https://www.iisd.org/publications/report/progressing-national-sdgs-2023>
- UNOSSC VNR SSC documentation: <https://unsouthsouth.org/2025/03/28/member-states-highlight-new-tools-for-integrating-south-south-and-triangular-cooperation-into-voluntary-national-reviews-of-sdg-progress/>

Étude de cas n° 9 : CODE-NGO (Philippines)

Apprentissage entre pairs au sein de la société civile de l'ASEAN et les Philippines en tant que pôle de connaissances du Sud

Membre de Forus	CODE-NGO — Caucus of Development NGO Networks, Philippines (membre confirmé de Forus)
Partenaires	Plateforme des OSC de l'ASEAN ; réseau Forus Asia: ADA (Asia Development Alliance) ; PNUD Philippines
Période	2017–2024
Type de CSS	Apprentissage entre pairs au sein de la société civile de l'ASEAN ; les Philippines en tant que pôle émergent de connaissances en matière de CSS

CONTEXTE

CODE-NGO est le regroupement national philippin des réseaux d'ONG de développement et un membre à part entière de Forus. Les Philippines participent aux cadres de coopération Sud-Sud de l'ASEAN et constituent un nouveau fournisseur de connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud — notamment en matière de réduction des risques de catastrophe (en s'appuyant sur la vaste expérience des Philippines face aux typhons et aux catastrophes climatiques), de gouvernance participative et de développement communautaire. CODE-NGO coordonne les plateformes nationales d'ONG à travers les Philippines et les met en relation avec les réseaux régionaux et mondiaux de la société civile par l'intermédiaire de Forus.

CE QUI S'EST PASSÉ

CODE-NGO participe aux processus de coordination de la société civile de l'ASEAN par le biais de la plateforme des OSC de l'ASEAN, apportant ainsi le point de vue de la société civile philippine à la gouvernance régionale de la CSS au sein de l'ASEAN. Les Philippines ont accueilli l'ASEAN en 2017 et participent activement depuis lors à l'architecture de la CSS de l'ASEAN. CODE-NGO est en lien avec l'ADA (Asia Development Alliance) par le biais du réseau Forus Asia, ce qui permet un apprentissage entre pairs entre l'expérience de la plateforme nationale philippine et ses homologues au Cambodge (CCC), en Indonésie (INFID) et au Népal (NFN), tous membres confirmés de Forus. Les méthodologies philippines de résilience face aux catastrophes, fondées sur les communautés et élaborées au fil de décennies de réponse aux typhons, sont répertoriées comme un capital de connaissances Sud-Sud très recherché par les homologues du Pacifique, des Caraïbes et d'Asie du Sud.

LE MODÈLE D'EXCLUSION DE L'ASEAN

L'architecture de gouvernance du CSS de l'ASEAN reflète le même schéma d'exclusion structurelle que celui observé au sein d'autres instances régionales : elle est dominée par les gouvernements, la participation de la société civile revêtant un caractère consultatif plutôt que collaboratif. La participation de CODE-NGO aux processus de la société civile de l'ASEAN permet à la société civile philippine de se faire entendre dans les discussions régionales sur la coopération Sud-Sud, mais la gouvernance formelle des programmes de coopération Sud-Sud de l'ASEAN — y compris les cadres de coopération Sud-Sud « ASEAN Plus Trois » (APT) et les programmes bilatéraux entre les Philippines et les partenaires de l'ASEAN — n'inclut pas CODE-NGO dans la conception des programmes. L'apprentissage entre pairs que facilite CODE-NGO s'opère de manière horizontale à travers les réseaux de la société civile, en dehors des cadres officiels de CSS de l'ASEAN et de manière invisible pour ceux-ci.

POINT CLÉ

CODE-NGO montre que les Philippines disposent d'un capital de connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud — notamment en matière de résilience face aux catastrophes et de gouvernance communautaire — auquel les cadres régionaux et mondiaux de CSS n'ont pas systématiquement accès. L'intégration de CODE-NGO dans la conception des programmes de coopération Sud-Sud de l'ASEAN permettrait d'améliorer la qualité et l'ancrage communautaire des contributions philippines à cette coopération. L'apprentissage entre pairs qui s'opère déjà de manière informelle par le biais du réseau Forus Asia constitue le fondement que cette reconnaissance officielle permettrait de renforcer.

RÉFÉRENCES

- CODE-NGO : <https://www.code-ngo.org/>
- ADA Asia Development Alliance (membre régional de Forus) : <https://ada2030.org/>
- Engagement de la société civile de l'ASEAN : <https://asean.org/asean-community/>
- Coopération Sud-Sud (CSS) sur la résilience face aux catastrophes aux Philippines (UNOSSC) : <https://unsouthsouth.org>

Étude de cas n° 10 : CONGAD (Sénégal)

Coproduction par la société civile de données sur les ODD – Un modèle de connaissances de la coopération Sud-Sud reproductible

Membre de Forus	CONGAD — Conseil des ONG d'Appui au Développement (membre confirmé de Forus, Sénégal)
Partenaires	Sightsavers ; GIZ ; gouvernement du Sénégal — ministère de l'Économie, de la Planification et de la Coopération ; CSI
Période	2021-2024
Type de CSS	Coproduction par la société civile et le gouvernement de données de suivi des ODD ; modèle de reproduction Sud-Sud

CONTEXTE

La CONGAD est la plateforme nationale sénégalaise des ONG d'appui au développement, fondée en 1982 et membre à part entière de Forus. Elle dispose d'un groupe de travail dédié aux ODD qui favorise le dialogue citoyen et mobilise la société civile autour du programme sénégalais en matière d'ODD. Le Sénégal est en bonne voie pour sortir de la catégorie des PMA d'ici 2027, ce qui confère à son architecture de gouvernance des ODD une importance particulière en tant que référence d'apprentissage entre pairs pour d'autres PMA de la région et au-delà qui s'apprêtent à sortir de cette catégorie.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

Entre 2021 et 2022, le groupe de travail sur les ODD du CONGAD, en partenariat avec Sightsavers et la GIZ, a organisé des ateliers qui ont rassemblé plus de 200 membres de la communauté et 40 organisations de la société civile à travers le Sénégal. L'objectif explicite était d'identifier les lacunes dans les données relatives aux ODD concernant les populations marginalisées — femmes, enfants, personnes en situation de handicap et agriculteurs locaux — et de renforcer les capacités de la société civile et du gouvernement pour y remédier. À l'issue d'une vaste consultation multipartite, le gouvernement sénégalais s'est engagé à respecter la Charte des données inclusives (IDC) en février 2021. Le Sénégal a lancé son Plan d'action national IDC 2022-2025 à Dakar en décembre 2022, lors d'un événement auquel ont participé 50 représentants de la société civile et des ministères, présidé conjointement par le président de la CONGAD et le directeur général du ministère de l'Économie, de la Planification et de la Coopération. Le plan d'action désigne explicitement la CONGAD comme responsable du « contrôle citoyen par l'élaboration d'un suivi annuel alternatif » des ODD.

RÉSULTATS ET IMPACT — DOCUMENTÉS

Le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé ont tous deux revu leurs pratiques en matière de données à la suite directe du plaidoyer mené par la CONGAD : ils ont ainsi augmenté le nombre d'indicateurs suivis pour les maladies tropicales négligées, conformément aux ODD, et identifié de nouveaux indicateurs relatifs au handicap pour l'éducation inclusive. L'approche de la CONGAD a été documentée par le Partenariat mondial pour les données sur le développement durable comme un modèle de plaidoyer de la société civile en faveur des données sur les ODD — ce qui signifie que la méthode sénégalaise devient elle-même une référence en matière d'apprentissage entre pairs Sud-Sud pour d'autres pays.

PERTINENCE POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD

Des données nationales précises et ventilées sur les ODD constituent le fondement sur lequel reposent la conception et le ciblage des programmes de CSS. Lorsque le plaidoyer mené par le CONGAD a permis d'améliorer la qualité et le caractère inclusif des données de suivi des ODD au Sénégal, cela a renforcé la base d'informations sur laquelle s'appuient tous les programmes de coopération Sud-Sud dans ce pays. La documentation mondiale de cette approche par Data4SDGs signifie qu'elle est déjà assimilée par les homologues de la société civile dans d'autres pays, faisant ainsi du CONGAD une ressource de connaissances Sud-Sud méconnue.

POINT CLÉ

CONGAD démontre que le plaidoyer de la société civile en faveur des données relatives aux ODD — lorsqu'il est conçu comme un processus de partenariat multipartite avec les pouvoirs publics — améliore directement la qualité des données nationales sur lesquelles s'appuient les programmes de CSS. Ce modèle est documenté et reproductible. Il s'agit de l'exemple le plus concret présenté dans ce rapport illustrant comment la société civile peut renforcer l'efficacité de la CSS sans être officiellement intégrée à la gouvernance de cette dernière.

RÉFÉRENCES

- Plaidoyer inclusif en faveur des données mené par CONGAD et Sightsavers (Data4SDGs) : <https://www.data4sdgs.org/blog/civil-society-advocacy-mobilizes-government-action-inclusive-data-senegal>
- Plan d'action du Centre national de données du Sénégal (IDC) 2022–2025 (PDF) : https://www.data4sdgs.org/sites/default/files/file_uploads/Senegal%20IDC%20Action%20plan%202024%20-%20English.pdf
- Communiqué de Sightsavers sur le lancement du plan d'action IDC au Sénégal (décembre 2022) : <https://www.sightsaversusa.org/news/2022/12/senegal-launches-action-plan-to-collect-inclusive-data/>
- Coordination ITUC-CONGAD pour le Forum politique de haut niveau (mars 2023) : <https://www.ituc-csi.org/trade-unions-and-civil-society-join-forces-to-ensure-effective-and-independent-monitoring-of-the-sdgs-in-senegal>
- La CONGAD au Forum mondial sur les ODD : <https://sdgglobalforum.org/members/detail/congad>

Étude de cas n° 11 : CONGCOOP (Guatemala)

Coopération Sud-Sud de la société civile d'Amérique centrale sur la sécurité alimentaire et l'agroécologie

Membre de Forus	CONGCOOP — Coordinación de ONG y Cooperativas, Guatemala (membre confirmé du Forus)
Partenaires	ASONOG Honduras (membre confirmé de Forus) ; ANC Pérou (membre confirmé de Forus) ; société civile de la CELAC ; Via Campesina
Période	2018–2024
Type de CSS	Apprentissage entre pairs de la société civile Sud-Sud sur la sécurité alimentaire et l'agroécologie ; échange régional en Amérique centrale

CONTEXTE

CONGCOOP est la coordination nationale des ONG et des coopératives du Guatemala et un membre confirmé de Forus. Le Guatemala est confronté à une insécurité alimentaire aiguë : le pays affiche l'un des taux de malnutrition chronique les plus élevés d'Amérique latine, les hautes terres occidentales présentant des taux de malnutrition infantile comparables à ceux de l'Afrique subsaharienne. Parallèlement, les organisations de la société civile guatémaltèques — en particulier celles qui travaillent avec les communautés autochtones — ont développé des méthodologies documentées en matière d'agroécologie communautaire et de souveraineté alimentaire qui constituent un capital de connaissances Sud-Sud. CONGCOOP coordonne ces organisations et les relie à des réseaux régionaux et mondiaux.

CE QUI S'EST PASSÉ

CONGCOOP participe aux processus de la société civile de la CELAC consacrés à la sécurité alimentaire et au développement rural — cadre régional au sein duquel la coopération Sud-Sud (CSS) en matière d'agroécologie en Amérique centrale s'inscrit le plus naturellement. Par l'intermédiaire du réseau Forus LAC, CONGCOOP entretient des liens avec l'ASONOG (Honduras) et l'ANC (Pérou) — partageant l'expérience du Guatemala en matière d'agroécologie communautaire et tirant des enseignements de la gestion communautaire des bassins versants au Honduras et des approches de souveraineté alimentaire dans les hautes terres péruviennes. Ces échanges sont horizontaux, entre pairs, et directement applicables : altitudes similaires, zones climatiques similaires, systèmes agricoles de petits exploitants similaires.

Via Campesina — dont la section mésoaméricaine comprend des organisations guatémaltèques faisant partie du réseau de CONGCOOP — offre un canal supplémentaire pour l'échange de connaissances Sud-Sud en matière de souveraineté alimentaire entre le Guatemala et ses homologues d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud.

LE DÉCALAGE STRUCTUREL

La gouvernance de la CSS bilatérale du Guatemala — en particulier la coopération fournie par le Mexique (qui dispose d'un programme important de coopération Sud-Sud ciblant l'Amérique centrale) et la coopération Sud-Sud multilatérale par le biais de la CELAC — n'associe pas CONGCOOP à la conception des programmes. Le programme mexicain de CSS en Amérique centrale (AMEXCID) s'est historiquement concentré sur les canaux intergouvernementaux. Le réseau d'organisations communautaires de la CONGCOOP détient une connaissance approfondie des interventions de CSS qui fonctionnent au niveau communautaire dans les contextes variés des hautes terres et des zones côtières du Guatemala — une connaissance inaccessible aux concepteurs de programmes de CSS opérant par le biais des canaux gouvernementaux.

POINT CLÉ

Le cas du Guatemala et de CONGCOOP montre que les savoirs communautaires en matière de souveraineté alimentaire — développés au fil de décennies de pratique au sein des communautés autochtones et des petits agriculteurs — constituent un capital de connaissances Sud-Sud auquel les programmes officiels de coopération Sud-Sud n'ont pas accès, car la société civile est exclue de la gouvernance. Le réseau d'apprentissage entre pairs Forus LAC transmet ces savoirs de manière informelle. En les intégrant à la conception des programmes officiels de CSS, on pourrait transformer l'expérience communautaire en matière d'agroécologie en une innovation Sud-Sud transposable à plus grande échelle.

RÉFÉRENCES

- CONGCOOP : <http://www.congcoop.org.gt>
- ASONOG Honduras (membre du Forus, échange entre pairs) : <https://www.asonog.hn/>
- Via Campesina Mésio-Amérique : <https://viacampesina.org/>
- Cadre de la CELAC en matière de sécurité alimentaire : <https://cepalstat-prod.cepal.org/>
- Données sur l'insécurité alimentaire au Guatemala (PAM) : <https://www.wfp.org/countries/guatemala>

Étude de cas n° 12 : FONGDD (Guinée)

Une plateforme de la société civile en période de transition politique – Capacités limitées, flux de CSS maintenus

Membre de Forus	FONGDD — Forum des ONG pour le Développement Durable, Guinée (membre confirmé de Forus)
Partenaires	CEDEAO ; prestataires bilatéraux de coopération Sud-Sud (coopération Sud-Sud entre la Guinée et le Sénégal, documentée, juin 2025) ; équipe de pays des Nations unies en Guinée
Période	2021–2025
Type de CSS	Exclusion de la société civile de la gouvernance de la CSS dans un contexte de transition politique

CONTEXTE

Le FONGDD est le forum national des ONG guinéennes pour le développement durable et un membre confirmé de Forus. La Guinée est dirigée par un gouvernement de transition militaire depuis le coup d'État de septembre 2021 mené par le CNRD (Comité national de réconciliation et de développement), ce qui s'accompagne de restrictions pesant sur les activités de la société civile, notamment des limitations concernant l'action politique publique. La Guinée participe activement à la coopération Sud-Sud, notamment par le biais d'une coopération bilatérale avec le Sénégal (les relations de coopération Sud-Sud entre la Guinée et le Sénégal ont été officiellement renforcées en juin 2025 par un accord intergouvernemental de coopération économique) et par sa participation aux cadres de coopération régionale en Afrique de l'Ouest.

CE QUI S'EST PASSÉ

Dans le cadre de la transition militaire, la participation officielle de la société civile aux processus de gouvernance nationale — y compris la gouvernance de la CSS — a été restreinte. Le FONGDD a maintenu sa fonction de coordination du réseau tout en collaborant avec Forus et des réseaux internationaux de la société civile afin de préserver la visibilité extérieure de la société civile guinéenne. L'accord de CSS entre la Guinée et le Sénégal de juin 2025 — documenté par le gouvernement guinéen — démontre que les flux de CSS se poursuivent et s'étendent sous le gouvernement de transition, exclusivement par le biais de canaux gouvernementaux bilatéraux. Aucun mécanisme de suivi ou de responsabilisation de la société civile concernant ces flux de CSS n'est mentionné dans les sources disponibles.

CE QUE CELA RÉVÈLE

Le cas de la Guinée présente des similitudes structurelles avec celui du Burkina Faso : une structure de coordination de la société civile (FONGDD) existe et est soutenue par le réseau Forus, tandis que les flux de CSS continuent de transiter par les canaux gouvernementaux sans que la société civile n'ait à rendre de comptes. Le contexte de transition politique accentue l'exclusion structurelle qui existe même dans des contextes de gouvernance démocratique. Les normes internationales en matière de gouvernance de la CSS n'exigent actuellement pas la participation de la société civile, quelle que soit la nature politique du gouvernement d'accueil — une lacune à laquelle le présent rapport remédie à travers ses recommandations.

POINT CLÉ

Le FONGDD montre que l'exclusion de la société civile de la gouvernance de la CSD est structurellement aggravée par la transition politique. Les flux de CSD se poursuivent. Les capacités de la société civile sont maintenues. Mais le lien entre les deux est rompu par le contexte politique. Des normes internationales de gouvernance de la CSS exigeant la participation de la société civile comme condition préalable à la conception des programmes — sans dépendre du pouvoir discrétionnaire du gouvernement d'accueil — protégeraient la fonction de responsabilisation précisément dans ce type de situations.

RÉFÉRENCES

- FONGDD (membre de Forus confirmé — NGO Explorer) : <https://ngoexplorer.org/country/all?filter-classification=105>
- Accord de coopération transfrontalière Guinée-Sénégal (Gouvernement de Guinée, juin 2025) : <https://gouvernement.gov.gn/cooperation-sud-sud-la-guinee-et-senegal-renforcent-davantage-leurs-relations-bilaterales/>
- Suivi de l'espace civique en Guinée par CIVICUS : <https://monitor.civicus.org/country/guinea/>

Étude de cas n° 13 : FONGTO (Togo)

Apprentissage entre pairs parmi les organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest – CSS entre plateformes, invisible aux cadres institutionnels

Membre de Forus	FONGTO — Fédération des organisations non gouvernementales du Togo (membre confirmé de Forus)
Partenaires	CONGAD (Sénégal) ; SPONG (Burkina Faso) ; FECONG (Mali) ; réseau Forus Afrique de l'Ouest
Période	2018–2024
Type de CSS	Apprentissage entre pairs Sud-Sud animé par la société civile au sein du réseau des membres confirmés de Forus

CONTEXTE

La FONGTO est la fédération nationale des ONG du Togo et un membre à part entière de Forus. Le Togo a présenté son examen national volontaire (ENV) en 2023 — c'était la deuxième fois qu'il le faisait, aux côtés du Burkina Faso, de la RDC, du Rwanda et de la Tanzanie, lors de la même session du Forum politique de haut niveau (FPHN). Le Togo participe à la coopération régionale en Afrique de l'Ouest par le biais de la CEDEAO et de l'UEMOA. La FONGTO permet à la société civile togolaise de prendre part aux discussions régionales sur la coopération Sud-Sud grâce à son adhésion aux réseaux Forus et CPDE.

CE QUI S'EST PASSÉ

La FONGTO participe à des échanges au sein du réseau Forus, qui regroupe des membres d'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec le SPONG (Burkina Faso), le CONGAD (Sénégal) et la FECONG (Mali), sous la coordination de Forus. Ces échanges constituent un transfert horizontal de connaissances Sud-Sud entre plateformes de la société civile : grâce au réseau d'apprentissage entre pairs de Forus, FONGTO a accès à la méthodologie documentée de CONGAD sur les données inclusives — le même modèle qui a influencé le ministère sénégalais de l'Économie. Les défis du Togo en matière d'ODD reflètent ceux de ses voisins d'Afrique de l'Ouest : lacunes dans les données concernant les populations marginalisées, décentralisation du suivi des ODD et engagement des communautés dans les processus d'EVN. L'apprentissage entre pairs est directement applicable et ne nécessite pas la mise en œuvre de programmes gouvernementaux bilatéraux coûteux.

LE DÉCALAGE STRUCTUREL

Le réseau d'apprentissage entre pairs Forus d'Afrique de l'Ouest, auquel participe la FONGTO, est bien réel, attesté par les activités du réseau Forus, et efficace. Il fonctionne également entièrement en dehors des cadres de gouvernance officiels de la CEDEAO ou de l'UEMOA pour la mise en œuvre des ODD, et est invisible à ces derniers. Il n'existe aucun mécanisme de la CEDEAO permettant de reconnaître officiellement, de financer ou de développer cet échange de connaissances de la société civile sur les ODD. Les connaissances circulent de manière informelle à travers les réseaux de la société civile, sans ancrage institutionnel ni financement durable.

POINT CLÉ

FONGTO démontre que l'apprentissage entre pairs Sud-Sud au sein de la société civile est déjà une réalité au sein du réseau Forus : les plateformes ouest-africaines échangent des méthodologies de suivi des ODD, adaptent des approches inclusives en matière de données et développent un plaidoyer collectif. La réforme nécessaire ne consiste pas à créer cet échange ; il existe déjà. La réforme nécessaire consiste à le rendre visible, à le financer et à le relier aux cadres de gouvernance officiels de la coopération Sud-Sud en Afrique de l'Ouest.

RÉFÉRENCES

- FONGTO : <http://fongto.org/>
- Examen national volontaire (ENV) du Togo 2023 : <https://hlpf.un.org/countries/togo>
- Modèle de données inclusif de la CONGAD : <https://www.data4sdgs.org/blog/civil-society-advocacy-mobilizes-government-action-inclusive-data-senegal>
- FECONG Mali (membre du réseau Forus) : <http://www.fecong.org>
- Activités du réseau Forus : <https://www.forus-international.org/>

Étude de cas n° 14 : ForUM (Norvège)

La société civile européenne, acteur de la coopération triangulaire et promoteur des normes d'inclusion de la société civile

Membre de Forus	ForUM — Forum for Utvikling og Miljø / Forum pour le développement et l'environnement, Norvège (membre confirmé de Forus)
Partenaires	Norad (Agence norvégienne de coopération au développement) ; OCDE-CAD ; CONCORD Europe ; réseau Forus
Période	2019–2024
Type de CSS	Plateforme des OSC du Nord assurant le suivi de l'architecture de la CSD des pays fournisseurs ; plaidoyer en faveur de la coopération triangulaire

CONTEXTE

ForUM est la plateforme de la société civile norvégienne dédiée au développement et à l'environnement, et un membre à part entière de Forus. La Norvège joue un rôle important dans la facilitation de la coopération triangulaire : en tant que grand donateur d'aide publique au développement (APD), elle finance des échanges de connaissances Sud-Sud dans de nombreux secteurs et régions. ForUM assure un suivi de la politique norvégienne de coopération au développement et milite en faveur de normes de participation de la société civile au sein de l'architecture des programmes de la Norad. La Norvège figure parmi les membres les plus progressistes du CAD en matière de localisation, ce qui reflète en partie l'engagement soutenu de la société civile par l'intermédiaire de ForUM et de ses prédécesseurs.

CE QUI S'EST PASSÉ

ForUM veille au respect par la Norvège de ses engagements en matière de localisation pris dans le cadre du « Grand Bargain », ce qui recoupe directement l'implication de la société civile dans la coopération Sud-Sud (CSS). Le cadre de coopération au développement de la Norvège comprend des programmes de coopération triangulaire facilitant les échanges de connaissances Sud-Sud, notamment dans les secteurs du climat, de la pêche et de la gouvernance. Le plaidoyer de ForUM a permis d'intégrer la société civile aux processus de consultation du CAD de l'OCDE sur les normes d'efficacité du développement, contribuant ainsi à l'environnement délibératif qui définit la manière dont la coopération triangulaire est évaluée et régie. ForUM participe à CONCORD et au réseau mondial de plaidoyer de Forus, renforçant ainsi les positions de la société civile européenne dans les délibérations du CAD de l'OCDE.

LA VALEUR STRATÉGIQUE

Les petits membres européens de Forus, tels que ForUM, exercent leur influence sur la coopération triangulaire au titre de la coopération Sud-Sud par le biais d'un plaidoyer institutionnel plutôt que par la mise en œuvre directe de programmes. Lorsque les plateformes d'OSC du Nord exigent de leurs propres gouvernements le respect des normes d'inclusion de la société civile dans la coopération triangulaire, elles créent des précédents politiques qui peuvent être étendus par le biais des normes du CAD de l'OCDE. Le document de l'OCDE intitulé « Perspectives mondiales sur la coopération triangulaire » (2e édition) identifie l'élaboration de normes comme l'objectif clé de réforme à court terme pour la gouvernance de la coopération triangulaire — précisément le domaine dans lequel ForUM et d'autres membres européens de Forus peuvent exercer une influence disproportionnée par rapport à leurs budgets de programmes.

POINT CLÉ

ForUM démontre que les membres européens de Forus qui mènent des actions de plaidoyer au sein des cadres de leur propre gouvernement en tant que fournisseurs de coopération au développement créent des précédents politiques qui peuvent être étendus à toutes les normes des pays fournisseurs par le biais du CAD de l'OCDE. C'est ce rôle de facilitation triangulaire que les membres européens de Forus devraient être explicitement coordonnés pour jouer.

RÉFÉRENCES

- ForUM Norvège : <https://www.forumfor.no/>
- Norad, localisation et société civile : <https://www.norad.no/>
- Perspectives mondiales de l'OCDE sur la coopération triangulaire (2e édition) : https://www.oecd.org/en/publications/global-perspectives-on-triangular-co-operation-second-edition_f713f2ce-en.html

Étude de cas n° 15 : INFID (Indonésie)

La société civile en première ligne sous la présidence indonésienne du G20 – Façonner l’agenda du Dialogue Sud-Sud de l’intérieur

Membre de Forus	INFID — Forum international des ONG sur le développement de l’Indonésie (membre confirmé de Forus depuis 2009)
Partenaires	Civil 20 (C20) — Plateforme de participation de la société civile au G20 ; Bappenas ; LDKPI (Indonesian Aid) ; SDSN Indonésie ; Forus
Période	2021–2024
Type de CSS	La société civile façonne de l’intérieur l’agenda de la coopération Sud-Sud du G20 et de l’ASEAN ; engagement de la société civile des pays donateurs

CONTEXTE

L’INFID est le forum national indonésien pour le développement de l’Indonésie et un membre confirmé de Forus depuis 2009. L’INFID compte 80 organisations membres et œuvre en faveur de la politique de développement indonésienne depuis 1985. La présidence indonésienne du G20 en 2022 et celle de l’ASEAN en 2023 ont placé le pays au cœur de la diplomatie de la coopération Sud-Sud — et l’INFID s’est positionné directement au cœur de ces processus.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

En 2022, l'INFID a pris la présidence du Civil 20 (C20) — le volet officiel de participation de la société civile au G20 — lors de la présidence historique de l'Indonésie au G20. Au-delà d'une simple représentation formelle, ce rôle a permis à l'INFID de s'imposer comme un acteur de la gouvernance ancré au sein du processus du G20, en traduisant les contributions diverses de la société civile mondiale en recommandations pertinentes sur le plan politique qui ont été intégrées dans le discours officiel du G20 et de la coopération au développement. Sous la direction de l'INFID, le C20 a formulé des recommandations sur la coopération au développement, le financement de la lutte contre le changement climatique et la croissance inclusive, qui ont été officiellement présentées aux dirigeants du G20.

L'INFID a également régulièrement présenté, au siège des Nations unies, des déclarations des OSC sur les progrès de l'Indonésie en matière d'ODD — un rôle qui lui a de nouveau été confirmé pour 2025 —, représentant ainsi la société civile indonésienne dans le cadre du processus officiel d'examen des ODD des Nations unies. À travers ces engagements, l'INFID démontre une influence continue, du dialogue politique national à l'établissement de normes mondiales, en reliant le plaidoyer national aux processus multilatéraux.

L'INFID dirige le groupe de travail multipartite sur le Fonds de dotation des OSC — une coalition qui milite en faveur d'un financement national durable pour la société civile alors que l'Indonésie perd son éligibilité à l'aide publique au développement (APD) en raison de son adhésion à l'OCDE, abordant ainsi la question de la viabilité à long terme de l'engagement de la société civile.

Concernant le contexte de la coopération Sud-Sud en Indonésie : le rapport national volontaire (VNR) de 2023 de l'Indonésie au Forum politique de haut niveau (HLPF) a montré que le pays continue de renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire (SSTC) et qu'il assure la coprésidence du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC). Le rôle de l'INFID au sein du C20 a permis à la société civile indonésienne de faire entendre sa voix dans la définition de ces normes. Dans le cadre du GPEDC, l'INFID joue un rôle stratégique en tant que point focal des OSC pour le GPEDC en Indonésie, en élaborant le rapport national d'évaluation sur l'efficacité du développement et en formulant des recommandations politiques qui évaluent l'environnement favorable aux OSC, les partenariats multipartites, ainsi que les lacunes en matière de transparence et de responsabilité.

La présidence du C20 assurée par l'INFID est citée comme un exemple concret de la manière dont la société civile façonne l'agenda de la gouvernance de la coopération Sud-Sud au niveau du G20 — non pas en menant des actions de plaidoyer depuis l'extérieur, mais en participant en tant qu'acteur à part entière du processus. L'initiative du Fonds de dotation des OSC répond à un défi structurel de durabilité pour la société civile indonésienne, qui va s'aggraver à mesure que l'adhésion à l'OCDE réduira les flux d'aide publique au développement (APD) — garantissant ainsi que l'INFID puisse maintenir sa fonction de responsabilisation en matière de coopération Sud-Sud sans dépendre de donateurs externes.

POINT CLÉ

L'INFID illustre ce à quoi ressemble le leadership de la société civile en matière de coopération Sud-Sud (CSS) au plus haut niveau : présider le processus de la société civile du G20 sous la présidence indonésienne, présenter des déclarations sur les ODD des Nations unies, tout en mettant en place l'architecture de financement nationale nécessaire pour pérenniser ce rôle. La transition de l'Indonésie, qui passe du statut de bénéficiaire de la CSS à celui de fournisseur et de référent mondial, confère à la position privilégiée de l'INFID une valeur unique — et illustre de manière exceptionnelle ce à quoi peut ressembler la gouvernance de la CSS lorsque la société civile est intégrée dès le départ.

RÉFÉRENCES

- Profil d'un membre d'INFID Forus : <https://infid.org/fr/profil-infid/>
- Président du C20 de l'INFID (rapport de l'APFSD 2024) : <https://infid.org/en/apfsd-2024-pencapaian-sustainable-development-goals-sdgs-2030-di-asia-pasifik/>
- Groupe de travail sur le Fonds de dotation des OSC de l'INFID : <https://infid.org/en/mendorong-demokrasi-yang-lebih-baik-melalui-penguatan-lembaga-dan-pendanaan-kelompok-masyarakat-sipil/>
- Profil de l'INFID sur Forus : <https://www.forus-international.org/profile-detail/182690-infid-international-ngo-forum-on-indonesian-development>

Étude de cas n° 16 : JANIC (Japon)

Suivi par la société civile de la coopération triangulaire japonaise – De ProSAVANA aux normes de responsabilité

Membre de Forus	JANIC — Centre japonais des ONG pour la coopération internationale (membre confirmé de Forus)
Partenaires	JICA (Agence japonaise de coopération internationale) ; ministère des Affaires étrangères du Japon ; réseau Forus ; organisations de la société civile des pays partenaires
Période	2012–2024
Type de CSS	Suivi de la coopération triangulaire par la société civile des pays donateurs du Nord ; plaidoyer en faveur de la responsabilisation

CONTEXTE

JANIC est le centre national japonais des ONG dédié à la coopération internationale et un membre à part entière de Forus. Le Japon est l'un des plus grands bailleurs d'aide publique au développement (APD) au monde et un acteur majeur de la coopération triangulaire : la JICA conçoit et finance des programmes de coopération triangulaire qui mettent en relation l'expertise japonaise et celle des pays du Sud en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Le rôle du JANIC consiste à promouvoir des normes de participation de la société civile au sein du dispositif japonais de coopération au développement et à vérifier si les programmes de la JICA respectent ces normes dans la pratique.

CE QUI S'EST PASSÉ — FAITS DOCUMENTÉS

L'affaire ProSAVANA (voir le cas n° 23, JOINT Mozambique) est directement pertinente en l'espèce : le Japon (JICA) a joué le rôle de facilitateur triangulaire dans le cadre d'un programme qui a exclu la société civile mozambicaine de sa conception et a entraîné des atteintes avérées aux droits fonciers des communautés. JANIC, en tant que plateforme de la société civile japonaise, a été présente tout au long de cette période et s'est engagée à surveiller la conduite de la JICA. Les éléments documentant la controverse ProSAVANA — notamment la « stratégie de communication » financée par la JICA qui a fait l'objet d'une fuite et qui visait à diviser l'opposition de la société civile — impliquent directement la JICA et rendent par conséquent la fonction de contrôle de la responsabilité exercée par JANIC à la fois nécessaire et complexe : contrôler la coopération triangulaire de son propre gouvernement est politiquement plus difficile que de contrôler celle d'un gouvernement étranger.

Le JANIC a participé aux consultations de la société civile organisées par le CAD de l'OCDE sur les normes de coopération triangulaire, apportant ainsi le point de vue de la société civile japonaise au processus d'élaboration des normes défini dans le document de l'OCDE intitulé « Perspectives mondiales sur la coopération triangulaire ».

CE QUE CELA RÉVÈLE SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE DES PAYS DONATEURS DU NORD

La position de la JANIC illustre le défi structurel auquel est confrontée la société civile des pays donateurs du Nord : la JICA est à la fois un bailleur de fonds de la société civile japonaise et un programme dont la JANIC est censée surveiller la conduite. Ce conflit d'intérêts est inhérent à toute plateforme de la société civile dans le contexte d'un pays donateur. Malgré cela, la fonction de surveillance de la JANIC est documentée et reconnue institutionnellement — le Japon intègre officiellement des canaux de consultation des ONG sur les politiques dans la gouvernance de son APD, à l'instar du modèle coréen.

POINT CLÉ

Le cas de JANIC illustre la complexité et l'importance du suivi exercé par la société civile des pays donateurs du Nord : cette tâche est d'autant plus difficile sur le plan politique qu'elle implique de surveiller la conduite de son propre gouvernement dans le cadre de la coopération triangulaire. L'affaire ProSAVANA montre ce qui se passe lorsque cette fonction de suivi ne parvient pas à prévenir les préjudices causés par un programme. Le modèle KCOC montre à quoi cela ressemble lorsqu'il est institutionnalisé et efficace. Le rôle de JANIC se situe entre ces deux pôles — et son éloignement par rapport au modèle KCOC constitue une lacune mesurable en matière de responsabilité dans la gouvernance de la coopération triangulaire japonaise.

RÉFÉRENCES

- JANIC : <https://www.janic.org>
- Présentation de la coopération triangulaire de la JICA : https://www.jica.go.jp/english/our_work/thematic_issues/triangular/index.html
- Responsabilité de la JICA dans le cadre du projet ProSAVANA (GRAIN) : <https://grain.org/en/article/4738>
- Perspectives mondiales de l'OCDE sur la coopération triangulaire : https://www.oecd.org/en/publications/global-perspectives-on-triangular-co-operation-second-edition_f713f2ce-en.html

Étude de cas n° 17 : JOINT (Mozambique)

ProSAVANA – Le coût de la coopération triangulaire sans la société civile (cas à méditer)

Membre de Forus	JOINT — Ligue des ONG du Mozambique (membre confirmé de Forus)
Partenaires	ABC (Brésil) ; JICA (Japon) ; gouvernement du Mozambique ; UNAC (mouvement paysan mozambicain) ; société civile brésilienne et japonaise
Période	2009-2020 (programme) ; action de la société civile documentée de 2012 à 2020
Type de CSS	Coopération triangulaire (cas controversé avec des tensions avérées au sein de la société civile)

CONTEXTE

JOINT est l'organisation membre de Forus au Mozambique, jouant le rôle de coordinatrice des ONG nationales et de la société civile au sein du réseau. ProSAVANA — ce programme de coopération triangulaire visant à appliquer le modèle agro-industriel du Cerrado brésilien au corridor de Nacala au Mozambique, grâce à un financement japonais — constitue le cas le plus largement documenté de controverse liée à la coopération triangulaire dans la littérature universitaire consacrée à la coopération Sud-Sud. Ce cas présente un intérêt direct pour le présent rapport, car le réseau de membres de JOINT était présent, compétent et disponible — mais l'architecture de gouvernance du programme ne les avait pas inclus dès la phase de conception. Au cours de cette période, JOINT a joué le rôle de plaque tournante de coordination, offrant une tribune aux ONG nationales et aux mouvements de base (tels que l'UNAC) pour mener des actions de plaidoyer en faveur de la transparence et de la consultation des communautés.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉS

Le programme ProSAVANA a été annoncé en 2009 dans le cadre d'une initiative conjointe entre le Japon, le Brésil et le Mozambique, couvrant une superficie estimée à 14,5 millions d'hectares répartis dans 19 districts du corridor de Nacala. En octobre 2012, l'UNAC — le plus grand mouvement paysan du Mozambique, comptant plus de 100 000 membres — a publié la première déclaration critiquant le programme, s'opposant notamment au modèle d'accaparement des terres à grande échelle qu'il redoutait. Une lettre ouverte rédigée par des organisations et mouvements de la société civile mozambicaine et adressée aux présidents du Mozambique et du Brésil ainsi qu'au Premier ministre du Japon a suivi en mai 2013.

La société civile des trois pays — organisations mozambicaines, brésiliennes et japonaises — s'est alliée par-delà les frontières pour mener une opposition soutenue, organisant quatre « Conférences triangulaires des peuples contre ProSAVANA » entre 2014 et 2018. À l'époque, des rapports de la société civile et des sources universitaires avaient fait part de leurs inquiétudes concernant des stratégies visant à diviser l'opposition locale. Le programme a été officiellement mis fin par le gouvernement du Mozambique en juillet 2020.

LA QUESTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La littérature scientifique (World Development, 2016 ; Springer Nature, 2022 ; Observador Rural, 2019) met clairement en évidence le problème central : ProSAVANA a transposé le modèle agro-industriel commercial du Cerrado plutôt que le modèle brésilien de souveraineté alimentaire fondé sur les petites exploitations — une erreur de conception fondamentale qu'une consultation de la société civile au niveau communautaire aurait permis d'identifier avant la mise en œuvre. L'alliance transfrontalière de la société civile — composée d'organisations mozambicaines du réseau JOINT, alliées à la société civile brésilienne et japonaise — a incarné précisément cette solidarité Sud-Sud de la société civile que les cadres officiels de la coopération Sud-Sud ne parviennent ni à soutenir ni à reconnaître.

POINT CLÉ

ProSAVANA constitue le cas d'avertissement le plus important de ce rapport. Il montre qu'une coopération triangulaire qui ne fait pas appel à la participation de la société civile lors de la conception du programme ne se contente pas de passer à côté d'opportunités : elle peut entraîner des atteintes avérées aux droits fonciers des communautés, une résistance paysanne persistante et l'arrêt du programme après des années de préjudices. Le réseau des membres de JOINT disposait des informations locales qui auraient permis d'éviter cette erreur de conception. Or, l'architecture de gouvernance ne leur a pas permis d'y avoir accès.

RÉFÉRENCES

- Analyse universitaire de ProSAVANA (World Development, 2016 — Shankland & Gonçalves) : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X15301765>
- Ascension et chute de ProSAVANA (Observador Rural n° 82, 2019) : <https://omrmz.org/wp-content/uploads/2024/02/ProSAVANA-ENG-OR-82-1.pdf>
- Lettre ouverte de la société civile mozambicaine (GRAIN) : <https://grain.org/en/article/4738>
- Quatrième Conférence triangulaire des peuples (WRM, 2018) : <https://www.wrm.org.uy/other-information/no-to-prosavana-and-matopiba-solidarity-with-people-in-mozambique-and-brazil>
- JOINT : <http://www.joint.org.mz/>

Étude de cas n° 18 : KANGO (Kiribati)

Crise existentielle liée au climat - CSS : le réseau PIANGO, seul canal viable de CSD pour le Kiribati

Membre de Forus	KANGO — Association des ONG de Kiribati (membre confirmé du Forus)
Partenaires	PIANGO (membre régional de Forus) ; Forum des îles du Pacifique ; PNUD Pacifique ; Fonds vert pour le climat
Période	2019 - 2024
Type de CSS	Apprentissage entre pairs de la société civile des PEID via le réseau PIANGO ; CSC en matière de financement climatique

CONTEXTE

KANGO est l'association nationale des ONG de Kiribati et un membre à part entière de Forus. Kiribati figure parmi les pays les plus menacés dans leur existence même par le changement climatique — une nation insulaire composée d'atolls qui risque d'être entièrement submergée d'ici quelques décennies. Pour KANGO, la coopération Sud-Sud en matière d'adaptation au changement climatique n'est pas une priorité politique ; c'est une question de survie. KANGO opère dans l'un des contextes de société civile les plus limités en ressources au monde, où la plateforme nationale ne peut, à elle seule, accéder de manière indépendante à la gouvernance internationale de la coopération Sud-Sud ni l'influencer — mais peut le faire par l'intermédiaire de PIANGO, le réseau régional de la société civile du Pacifique et membre régional confirmé de Forus.

CE QUI S'EST PASSÉ

KANGO participe au réseau de la société civile à l'échelle du Pacifique mis en place par PIANGO, par le biais de la structure des unités nationales de liaison de PIANGO. Ce réseau permet à KANGO d'accéder à un apprentissage entre pairs sur l'accès au financement climatique (parcours d'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat), la préparation aux catastrophes et le suivi des ODD, ce qu'il ne pourrait pas assurer de manière autonome. L'expérience des Fidji et des Samoa en matière d'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat — partagée grâce à la coordination de PIANGO — a permis à KANGO de réduire considérablement sa courbe d'apprentissage concernant l'accès au financement climatique. La présence régionale de PIANGO au sein des processus de la société civile du Forum des îles du Pacifique permet à KANGO d'être représentée dans les discussions sur la gouvernance régionale auxquelles elle ne pourrait pas accéder de manière indépendante.

LA RÉALITÉ DE L'ÉCHELLE

Pour Kiribati, le réseau PIANGO ne vient pas s'ajouter à la CSS: il s'agit du seul mécanisme réaliste de transfert de connaissances, compte tenu des contraintes liées à la taille de chaque pays, à l'isolement géographique et au manque de ressources. Une voix autonome de la société civile kiribatienne dans les discussions sur la gouvernance de la CSS au sein du Forum des îles du Pacifique n'est pas viable. Une voix amplifiée par PIANGO l'est. C'est là l'argument structurel en faveur du financement des réseaux régionaux de la société civile dans le contexte des PEID : ils constituent le mécanisme d'accès à la CSS, et non un simple complément.

POINT CLÉ

L'exemple de Kiribati montre que, pour les petits États insulaires en situation d'urgence climatique, l'apprentissage entre pairs au sein de la société civile par le biais de PIANGO n'est pas un simple atout supplémentaire : il s'agit du seul mécanisme évolutif permettant le transfert de connaissances. Financer PIANGO, c'est garantir l'accès des petits États insulaires à la coopération Sud-Sud (CSS) pour KANGO et ses homologues à travers le Pacifique.

RÉFÉRENCES

- KANGO : <https://www.kango.org.ki>
- PIANGO (membre régional de Forus) : <https://piango.org/>
- UNOSSC – Assurance paramétrique pour les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique : <https://sdgs.un.org/un-system-sdg-implementation/united-nations-office-south-south-cooperation-unOSSC-54132>
- PIANGO Vaka Pasifika (PNUD) : <https://www.undp.org/pacific/projects/vaka-pasifika>

Étude de cas n° 19 : KCOC (Corée du Sud)

Institutionnalisation de la société civile dans l'architecture de coopération au développement d'un pays donateur – Le modèle de reproduction

Forus Member	KCOC — Conseil coréen des ONG pour la coopération au développement à l'étranger (membre confirmé de Forus, Corée du Sud)
Partenaires	Bureau de coordination des politiques gouvernementales (OPC), ministère coréen des Affaires étrangères ; KOICA (Agence coréenne de coopération internationale) ; KoFID ; société civile des pays partenaires en Asie et en Afrique
Période	Depuis 2017 (processus d'institutionnalisation) ; intégré dans la 3e stratégie à moyen terme de la Corée pour la coopération au développement (2021-2025)
Type de CSS	Société civile du pays donateur institutionnalisée dans la gouvernance de la CSD/APD — norme de référence pour tous les pays donateurs membres du réseau Forus

CONTEXTE

Le KCOC est le conseil national sud-coréen des ONG de coopération au développement à l'étranger et un membre à part entière de Forus. Créé en 1999, le KCOC est une coalition regroupant 130 ONG (chiffre d'avril 2026) engagées dans la coopération internationale au développement et l'aide humanitaire. La Corée est membre du CAD de l'OCDE depuis 2010 et joue un rôle important dans la coopération triangulaire — elle partage son expérience en matière de développement à travers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine par l'intermédiaire de la KOICA. L'architecture de la coopération au développement coréenne a été largement pilotée par le gouvernement, la participation des organisations de la société civile (OSC) à l'aide publique au développement (APD) s'élevant, selon les chiffres de l'OCDE elle-même, à 2 % en moyenne — un chiffre bien inférieur à la moyenne du CAD de l'OCDE, qui est de 13 %.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

Consciente de cette lacune, la KCOC a conçu et mis en œuvre un processus d'institutionnalisation en plusieurs phases visant à établir un partenariat entre les pouvoirs publics et la société civile dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) et de la coopération Sud-Sud (CSS) en Corée:

- Phase 1 (2017) : La société civile coréenne a évalué les performances du gouvernement et a remis son rapport à la fois à l'équipe d'examen par les pairs du CAD de l'OCDE et au gouvernement, en appelant à la reconnaissance de la société civile en tant que partenaire clé.
- Phase 2 (2018) : Le CAD de l'OCDE a recommandé au gouvernement coréen de mettre en place un cadre politique pour le partenariat avec les organisations de la société civile. Le gouvernement a accepté cette recommandation.
- Phase 3 (2019) : Le gouvernement et la société civile ont élaboré conjointement un « Cadre politique pour le partenariat en matière de coopération internationale au développement », à l'issue de six mois de discussions et de recherche de consensus.
- Phase 4 (2021) : Le gouvernement et la société civile sont parvenus à un accord sur 31 mesures de mise en œuvre après une année de discussions et de collaboration mutuelles.
- Phase 5 (en cours) : Le gouvernement et la société civile ont décidé d'organiser deux fois par an une réunion politique entre le gouvernement et la société civile et de suivre le degré de mise en œuvre du cadre de partenariat — inscrit dans la 3e stratégie à mi-parcours de la Corée en matière de coopération au développement.
- Phase 6 (2026) : Le gouvernement et la société civile ont évalué conjointement la mise en œuvre de ces cinq années. Sur les 31 tâches, 24 ont été menées à bien (77 %), cinq l'ont été partiellement et deux n'ont pas été réalisées.

Un résultat concret de la CSS et de l'action humanitaire : le KCOC a réussi à convaincre la KOICA de débloquent 10 milliards de won coréens (environ 7,5 millions de dollars américains) de fonds supplémentaires pour un projet de soutien aux pays en développement face à la COVID-19, dans le cadre de la coopération avec la société civile. 51 organisations de la société civile ont apporté leur soutien aux systèmes de santé de 30 pays, en tirant parti de l'expérience nationale de la Corée en matière de COVID-19 comme atout pour le transfert de connaissances Sud-Sud. Le KCOC a présenté ce modèle d'institutionnalisation lors des événements parallèles du Forum politique de haut niveau des Nations unies (FPHN) en 2019 et 2020, des forums de la société civile Corée-Japon et de la réunion du Forus en 2021 — en le positionnant explicitement comme un modèle reproductible pour d'autres plateformes de la société civile des pays donateurs.

POURQUOI CE MODÈLE CONSTITUE-T-IL LA NORME DE RÉPÉTABILITÉ ?

Le modèle KCOC fait figure de référence en matière d'implication de la société civile des pays donateurs. Ce qui le distingue : il a permis à la société civile de passer d'un rôle de simple exécutant représentant moins de 2 % de l'APD à celui de co-concepteur officiel du cadre politique de l'APD coréenne, avec une participation institutionnalisée à chaque étape, de l'élaboration des politiques au suivi. Ce résultat n'a pas été obtenu grâce à une seule campagne de plaidoyer, mais grâce à une stratégie d'institutionnalisation délibérée en plusieurs phases. Le KCOC diffuse activement cette stratégie via des plateformes internationales — notamment directement lors des réunions du Forus — afin que d'autres réseaux de la société civile puissent s'en inspirer.

POINT CLÉ

Le KCOC démontre que l'intégration institutionnalisée de la société civile dans l'architecture de la coopération Sud-Sud d'un pays donateur est réalisable grâce à une stratégie délibérée en plusieurs phases — et qu'elle produit des résultats mesurables (10 milliards de won de fonds de coopération supplémentaires acheminés par la société civile). C'est le modèle que l'ABONG (Brésil), l'ANONG (Uruguay) et d'autres membres du Forus issus de pays donateurs sont invités à reproduire. Le KCOC devrait être positionné comme le référent mondial de cette approche.

RÉFÉRENCES

- Plateforme de partenariat des ODD des Nations unies — Documentation relative à l'institutionnalisation du KCOC : <https://sdgs.un.org/partnerships/institutionalization-and-implementation-government-cso-partnership-effectively-fulfill>
- Examen par les pairs de l'OCDE sur la coopération au développement de la Corée 2024 : https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2024/05/oecd-development-co-operation-peer-reviews-korea-2024_8adb0d3d/889c6564-en.pdf
- Rapport d'évaluation de la société civile sur la mise en œuvre du partenariat (KCOC) : https://www.ngokcoc.or.kr/bbs/board.php?bo_table=paper01&wr_id=286
- Profil des membres du KCOC Forus : <https://www.forus-international.org/en/member/kcoc-korea-ngo-council-for-overseas-development-cooperations>
- Profil du KCOC sur Sphere : <https://spherestandards.org/focal-points/korea-ngo-council-for-overseas-development-cooperation-kcoc/>

Étude de cas n° 20 : LAPAS (Lettonie)

L'expérience de la transition en Europe de l'Est en tant que savoir triangulaire Sud-Sud – La société civile comme passerelle

Membre de Forus	LAPAS — Latvijas Platforma attīstības sadarbībai (membre confirmé de Forus)
Partenaires	Ministère letton des Affaires étrangères ; CONCORD Europe ; Forus ; société civile des pays du Partenariat oriental
Période	2014-2024
Type de CSS	Coopération triangulaire — le savoir-faire européen en matière de post-transition comme ressource de coopération Sud-Sud ; transfert de société civile à société civile

CONTEXTE

LAPAS est la plateforme lettone dédiée à la coopération au développement et un membre à part entière de Forus. L'expérience de transition post-soviétique de la Lettonie — qui est passée d'une économie planifiée à l'adhésion à l'Union européenne en 25 ans — constitue une source de connaissances Sud-Sud pour d'autres pays engagés dans une transition économique : réforme de la gouvernance, modernisation du secteur public, lutte contre la corruption, développement de la société civile et administration numérique. Ces connaissances présentent un intérêt direct pour les pays du Partenariat oriental (Géorgie, Moldavie, Ukraine) et, par le biais de la coopération triangulaire, pour les pays d'Afrique et d'Asie engagés dans des transitions en matière de gouvernance. LAPAS relie la société civile lettone aux réseaux mondiaux de développement par l'intermédiaire de Forus et de CONCORD.

CE QUI S'EST PASSÉ

Le gouvernement letton a mis en place un programme de coopération au développement axé sur les pays du Partenariat oriental, visant à partager son expérience en matière de réforme de la gouvernance et de processus d'adhésion à l'UE par le biais de canaux bilatéraux et multilatéraux. LAPAS coordonne l'engagement de la société civile lettone dans cette politique et plaide en faveur de la participation de la société civile. LAPAS participe aux actions de plaidoyer menées par CONCORD Europe en matière de coopération au développement de l'UE, en apportant le point de vue des petits États membres de l'UE aux débats sur l'inclusion de la société civile dans la coopération triangulaire. L'expérience de transition de la Lettonie est directement pertinente pour les discussions Sud-Sud : la Lettonie est passée du statut de bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD) (après 1991) à celui de donateur d'APD — une trajectoire de transition partagée par de nombreux pays émergents qui s'efforcent de sortir de leur dépendance à l'égard de l'aide.

LA DIMENSION «DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA SOCIÉTÉ CIVILE»

La contribution la plus marquante de LAPAS au CSS ne réside pas dans un transfert de connaissances de gouvernement à gouvernement, mais de société civile à société civile : il s'agit de mettre en relation des ONG lettones — qui ont bâti leur secteur de la société civile à partir de zéro pendant la transition post-soviétique — avec des organisations de la société civile homologues issues des pays du Partenariat oriental et d'autres pays en transition. Il s'agit d'un apprentissage entre pairs sur la manière de construire et de pérenniser le secteur de la société civile lui-même — non seulement sur le contenu des politiques, mais aussi sur la façon dont les organisations de la société civile survivent et influencent la gouvernance dans des contextes politiques difficiles. Ces connaissances sont directement applicables aux plateformes de la société civile au Burkina Faso, en Guinée et chez d'autres membres du Forus opérant dans des contextes de transition politique.

POINT CLÉ

LAPAS représente un atout sous-exploité de Forus au niveau européen : la transition post-soviétique de la Lettonie constitue une ressource documentée d'apprentissage Sud-Sud, et l'expérience de la société civile lettone en matière de renforcement des capacités des ONG dans des conditions difficiles est directement transposable aux membres de Forus confrontés à des défis de transition politique. La coopération triangulaire entre sociétés civiles — facilitée par LAPAS, qui met en relation les membres de Forus évoluant dans des contextes de transition — est un modèle que le rapport peut recommander comme une modalité de coopération Sud-Sud à la fois rentable et riche en enseignements.

RÉFÉRENCES

- LAPAS : <http://lapas.lv/>
- CONCORD – Société civile du Partenariat oriental : <https://concordeurope.org/>
- Coopération au développement de la Lettonie : <https://www.mfa.gov.lv/en/development-cooperation>
- Lignes directrices de la politique de coopération au développement pour 2021-2027 : <https://likumi.lv/ta/en/en/id/322455-development-cooperation-policy-guidelines-for-2021-2027>

Étude de cas n° 21 : PIANGO (Pacifique)

La responsabilité en matière de finances publiques en tant qu'innovation de gouvernance Sud-Sud – Le modèle Vaka Pasifika

Membre de Forus	PIANGO — Association des organisations non gouvernementales des îles du Pacifique (membre régional confirmé de Forus)
Partenaires	Bureau du PNUD pour le Pacifique ; Union européenne (bailleur de fonds) ; Université La Trobe (Australie) ; membres nationaux du NLU issus de 15 pays insulaires du Pacifique
Période	2018-2022 (Phase 1 : Projet de renforcement de la gestion des finances publiques dans le Pacifique) ; 2022-2026 (Phase 2 : Projet Vaka Pasifika)
Type de CSS	Apprentissage régional entre pairs Sud-Sud ; coopération triangulaire (financée par l'UE, conception pilotée par le Pacifique) ; société civile intégrée dans l'architecture de gouvernance

CONTEXTE

PIANGO est le réseau régional de la société civile des îles du Pacifique — un membre à part entière de Forus qui représente des ONG issues de 15 pays et territoires insulaires du Pacifique par l'intermédiaire de ses unités nationales de liaison (NLU). Les pays insulaires du Pacifique sont confrontés à un défi structurel en matière de gouvernance des finances publiques : si les budgets constituent le principal mécanisme permettant de traduire les engagements de développement en actions concrètes, les processus budgétaires publics ont pourtant toujours été dominés par les pouvoirs publics et les acteurs techniques, l'accès de la société civile ou des citoyens aux informations budgétaires restant limité. Dans ce contexte, la coopération Sud-Sud signifie que les pays du Pacifique apprennent les uns des autres — et non pas de bailleurs de fonds externes — comment mettre en place une gouvernance plus responsable et centrée sur les citoyens.

CE QUI S'EST PASSÉ

En 2018, le projet « Renforcement de la gestion et de la gouvernance des finances publiques », financé par l'UE, a été lancé avec PIANGO et le PNUD comme partenaires de mise en œuvre. PIANGO a collaboré avec sept membres du NLU (Fidji, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Kiribati et Îles Marshall) pour élaborer des « guides budgétaires pour les citoyens » — des traductions accessibles de documents budgétaires gouvernementaux complexes — qui ont permis aux organisations de la société civile de participer aux processus nationaux de consultation budgétaire.

En 2022, la phase 2 a été lancée sous le nom de projet « Vaka Pasifika » (2022-2026), financé par l'UE et mis en œuvre par le PNUD Pacifique, avec PIANGO comme partenaire de mise en œuvre et l'université La Trobe comme partenaire pour l'analyse politico-économique. La couverture s'est étendue à l'ensemble des 15 pays insulaires du Pacifique. Parmi les innovations phares figuraient : le portail budgétaire en ligne Vaka Pasifika (fournissant des données budgétaires en temps réel pour huit pays du Pacifique) ; le programme de bourses Vaka Pasifika (rassemblant des acteurs du gouvernement, de la société civile et du Parlement) ; et 525 000 dollars américains de subventions accordées à des organisations de la société civile des pays du Pacifique du Nord pour des initiatives de responsabilisation budgétaire au niveau infranational.

En septembre 2023, un atelier de quatre jours organisé à Pohnpei, dans les États fédérés de Micronésie, a réuni des représentants de la société civile de dix pays et territoires insulaires du Pacifique ; les participants ont acquis des compétences en matière d'analyse des documents budgétaires, de suivi des dépenses et d'animation de consultations publiques.

THE SSC INNOVATION

Ce qui fait de cette initiative une coopération Sud-Sud plutôt qu'un simple programme de développement financé par les pays du Nord, c'est son architecture conceptuelle, conçue par les acteurs du Pacifique eux-mêmes. Emeline Siale Ilolahia, directrice exécutive de PIANGO, a déclaré lors du lancement du projet : « La conception et l'architecture du Vaka s'appuient sur les expériences et les enseignements tirés par notre réseau PIANGO d'unités nationales de liaison à travers le Pacifique. » Le modèle Vaka Pasifika a permis de développer une approche typiquement pacifique de la responsabilité en matière de finances publiques, en s'appuyant sur l'apprentissage horizontal entre pairs au sein des organisations de la société civile du Pacifique plutôt que sur l'importation de modèles de responsabilité externes.

RÉSULTATS ET IMPACT — DOCUMENTÉS

Les « Guides budgétaires pour les citoyens » ont permis aux organisations membres du NLU de participer activement aux consultations sur le budget national dans sept pays au cours de la phase 1. Le portail e-Budget fournit désormais des informations budgétaires accessibles pour huit pays du Pacifique. Au Vanuatu, la toute première réunion d'information des OSC sur le budget national a été organisée conjointement par le Parlement et VANGO, avec le soutien du PNUD et de PIANGO. Aux Fidji, une réunion d'information budgétaire régulière destinée aux OSC — organisée depuis 2017 — constitue un modèle institutionnalisé d'inclusion de la société civile dans la gouvernance des finances publiques.

POINT CLÉ

Vaka Pasifika est l'exemple le plus parlant dans le Pacifique d'un programme de coopération triangulaire conçu dès le départ pour intégrer la société civile dans l'architecture de la gouvernance — non pas en tant qu'organisme de contrôle, mais en tant qu'acteur de la co-responsabilité. Le réseau NLU de PIANGO sert de mécanisme de transmission pour l'apprentissage entre pairs Sud-Sud en matière d'innovation dans les finances publiques. Ce modèle est documenté, reproductible et directement applicable à d'autres réseaux régionaux de la société civile qui cherchent à passer de la consultation à la cogouvernance.

RÉFÉRENCES

- Page du projet PIANGO « Vaka Pasifika » : <https://piango.org/public-finance-management>
- Page du projet « Vaka Pasifika » du PNUD : <https://www.undp.org/pacific/projects/vaka-pasifika>
- Lancement du projet PNUD/PIANGO (SEAE, mars 2023) : https://www.eeas.europa.eu/delegations/fiji/accountable-public-finances-serve-pacific-people-launch-vaka-pasifika-project_en
- Atelier du PNUD « Building Bridges of Accountability » (septembre 2023) : <https://www.undp.org/pacific/press-releases/building-bridges-accountability-across-pacific-civil-society-strengthens-its-role-public-finance-management>
- Plan d'action « Islands Business Fiji » (février 2025) : <https://islandsbusiness.com/news-break/vaka-pasifika-develops-blueprint-for-fijis-budget-accountability/>

Étude de cas n° 22 : PLATONG (Cap-Vert)

La société civile des PEID dans un contexte de coopération Sud-Sud triangulaire – Une participation formelle limitée à la gouvernance des programmes

Membre de Forus	PLATONG — Plataforma das ONGs de Cabo Verde
Partenaires	Fonds IBSA (Inde-Brésil-Afrique du Sud) ; gouvernement du Cap-Vert ; PNUD
Période	Depuis 2006
Type de CSS	Coopération triangulaire — Intervention en faveur des PEID dans le cadre d'un mécanisme de CSS à caractère essentiellement intergouvernemental

CONTEXTE

PLATONG est la plateforme nationale des ONG du Cap-Vert et membre de Forus ; elle joue un rôle clé en tant qu'organe de coordination de la société civile. Le Cap-Vert est largement reconnu à la fois comme un exemple de réussite, ayant réussi à passer du statut de pays les moins avancés (PMA) à celui de pays à revenu intermédiaire, et comme un modèle pertinent parmi les petits États insulaires en développement (PEID).

Le pays est également considéré comme un exemple de réussite du Fonds IBSA, en particulier dans le secteur de l'eau, où les interventions sont fréquemment citées comme des bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. La trajectoire de développement du Cap-Vert en fait une référence en matière d'apprentissage entre pairs pour les autres PEID.

Au niveau national, le Cap-Vert fait preuve d'une gouvernance relativement solide et d'une tradition bien établie de dialogue entre l'État et la société civile, offrant ainsi un contraste contextuel important par rapport à la participation de la société civile au sein de certains mécanismes de coopération Sud-Sud.

CE QUI S'EST PASSÉ

Le Fonds IBSA a soutenu un projet d'accès à l'eau potable au Cap-Vert, présenté par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et le programme sur le multilatéralisme de la SIPA de l'université de Columbia comme un exemple de coopération Sud-Sud pertinent pour les petits États insulaires en développement (PEID). Cette intervention comprenait la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer à Ribeira Brava (île de São Nicolau) et son intégration au réseau public d'approvisionnement en eau.

Parmi les principaux résultats, on peut citer :

- Amélioration de l'accès à l'eau potable pour environ 12 000 personnes
- Une capacité de production d'environ 1 200 m³/jour, soutenue par une infrastructure de réservoirs reliée au réseau principal
- Amélioration de la qualité de l'eau, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis de sources non sûres ou non traitées et les risques sanitaires associés

Avant l'intervention, de nombreux ménages dépendaient de sources d'eau de moindre qualité ou non traitées, ce qui contribuait à la propagation de maladies d'origine hydrique et limitait l'utilisation domestique de l'eau.

La documentation disponible ne fournit pas de preuves documentées d'un rôle officiel de la société civile, y compris PLATONG, dans la conception conjointe, la mise en œuvre ou la gouvernance du projet. Bien que des contributions informelles ou indirectes ne puissent être exclues, cela reflète la nature essentiellement intergouvernementale du modèle du Fonds IBSA.

L'engagement de PLATONG dans la coopération Sud-Sud s'est donc principalement exercé par le biais de plateformes externes telles que les échanges entre pairs facilités par Forus, notamment le partage de l'expérience du Cap-Vert en matière de sortie de la catégorie des PMA avec d'autres PEID.

LE DÉFICIT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En tant que plateforme nationale d'ONG, PLATONG est structurellement bien placée pour disposer de connaissances spécifiques au contexte et au niveau communautaire concernant l'accès à l'eau sur l'ensemble des îles du Cap-Vert. Cependant, aucune preuve documentée n'a été trouvée quant à son implication formelle dans l'évaluation ou la validation de la portée ou des résultats du programme.

Ces connaissances — si elles étaient intégrées de manière systématique — pourraient contribuer à :

- Améliorer le ciblage et la conception du projet
- Renforcer l'alignement sur les priorités communautaires
- Améliorer l'adaptabilité et la reproductibilité dans d'autres contextes de petits États insulaires en développement (PEID)

Ce cas met en évidence un déficit structurel en matière de gouvernance participative et un décalage entre l'efficacité technique et les processus inclusifs au sein des mécanismes de coopération Sud-Sud. Au-delà de leurs rôles formels en matière de gouvernance, les acteurs de la société civile contribuent au suivi citoyen et à la responsabilité sociale, à la sensibilisation des communautés et à la durabilité à long terme de la prestation de services. Cependant, les modalités actuelles du Fonds IBSA n'intègrent pas systématiquement ces rôles.

Il est important de noter que cette exclusion contraste avec le contexte national du Cap-Vert, où existe un dialogue relativement structuré entre l'État et la société civile. Cela suggère que la limitation réside moins dans les conditions au niveau national que dans la conception institutionnelle du mécanisme de CSS.

POINT CLÉ

Le Cap-Vert illustre à la fois une intervention réussie de coopération Sud-Sud et triangulaire axée sur les PEID, qui produit des résultats concrets en matière de développement, et une limite évidente dans l'intégration formelle de la société civile au sein des cadres de gouvernance de la coopération Sud-Sud. La portée territoriale de PLATONG et sa connaissance des communautés constituent une ressource stratégique mais sous-exploitée pour améliorer l'efficacité, la responsabilité et l'apprentissage entre pairs dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Renforcer l'inclusion de la société civile dans les processus du Fonds IBSA pourrait améliorer le ciblage et l'efficacité, la responsabilité, la durabilité des résultats et l'échange de connaissances entre les différents contextes des PEID. Cela s'inscrit dans la lignée des engagements pris au titre de l'ODD 6 (Eau et assainissement) et de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).

RÉFÉRENCES

- Fonds IBSA. (s.d.). Documentation relative au projet « Mécanisme IBSA pour la lutte contre la pauvreté et la faim ».
- SIPA (Université de Columbia). (s.d.). Coopération Sud-Sud : la voie vers un avenir durable et inclusif.
- UNOSSC. (s.d.). Documentation sur des cas concrets de coopération Sud-Sud et triangulaire.
- Contribution de PLATONG. (2026). Communication interne sur le cas IBSA au Cap-Vert (non publiée).
- PLATONG : <http://www.platongs.org.cv/>

Étude de cas n° 23 : SPONG (Burkina Faso)

Coordination de la société civile en situation de crise – Quand la gouvernance de la coopération Sud-Sud ne parvient pas à accompagner la société civile sur le terrain

Membre de Forus	SPONG — Secrétariat permanent des ONG du Burkina Faso (membre confirmé de Forus ; Christelle Kalhoulé, représentante du SPONG, est présidente de Forus)
Partenaires	DRC (Conseil danois pour les réfugiés) ; HQAI ; ICVA ; CEA des Nations unies ; UE
Période	2022-2025
Type de CSS	Exclusion de la société civile de la gouvernance de la CSD ; contexte de crise, fossé entre l'aide humanitaire et le développement

CONTEXTE

Le SPONG est le secrétariat national des ONG du Burkina Faso, principale plateforme de coordination de la société civile œuvrant dans le domaine du développement et de l'aide humanitaire. Mavalow Christelle Kalhoulé, ancienne présidente du conseil d'administration (2020-2024), est également présidente de Forus, ce qui confère au SPONG une visibilité internationale unique. Le Burkina Faso est confronté à une crise multidimensionnelle majeure, marquée notamment par des déplacements internes de population liés à la situation sécuritaire, une insécurité alimentaire persistante et des perturbations dans l'accès aux services sociaux de base. En janvier 2025, le pays a connu un changement majeur dans son positionnement institutionnel régional, avec son retrait de la CEDEAO et sa participation à la création de la Confédération des États du Sahel aux côtés du Mali et du Niger.

Comme l'a déclaré publiquement Mme Kalhoulé : « Ce qui se passe au Sahel et dans tant d'autres communautés oubliées a des répercussions à l'échelle mondiale et nous affecte tous, même si nous choisissons de détourner le regard. »

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

Malgré la crise, SPONG a continué à jouer son rôle de coordination au sein de la société civile. Depuis 2024-2025, SPONG participe au projet LOCAL (LOWering CompliAnce burdens for Local and national associations), financé par l'UE et piloté par le DRC (Danish Refugee Council) en collaboration avec HQAI et l'ICVA, qui intervient au Burkina Faso, au Mali et au Niger. En tant que membre du consortium, SPONG accompagne dix ONG nationales qui ont fait l'objet d'audits au regard des Normes humanitaires fondamentales (CHS), dans le but de remédier aux non-conformités identifiées, de renforcer leurs capacités et de progresser vers l'alignement sur les normes internationales de qualité et de responsabilité.

En 2023, SPONG a également participé à des consultations organisées par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) sur la stratégie nationale du Burkina Faso concernant la ZLEA, représentant la société civile dans le cadre de la coopération commerciale Sud-Sud au niveau continental.

RÉSULTATS ET ÉCHECS

Les interventions de SPONG en période de crise illustrent à quoi ressemble une coordination durable de la société civile soumise à une pression extrême. S'il aboutit, le projet LOCAL aura créé un modèle reproductible visant à alléger les contraintes réglementaires pesant sur les associations locales dans les contextes humanitaires. Cependant, les flux de coopération Sud-Sud vers le Burkina Faso ont été entièrement régis par le nouveau régime en place. Aucun rôle officiel dans le suivi ou la conception conjointe de la coopération Sud-Sud n'a été attribué à SPONG durant cette période — bien que SPONG comprenne le contexte mieux que n'importe quel partenaire bilatéral.

POINT CLÉ

SPONG démontre que la capacité des plateformes de la société civile résiste aux transitions politiques et aux crises, mais que la gouvernance de la coopération Sud-Sud ne parvient pas à s'adapter pour en tenir compte. Le modèle du projet LOCAL — qui consiste à concevoir spécifiquement des parcours de mise en conformité qui autonomisent les organisations locales — est le type de changement structurel que la gouvernance de la coopération Sud-Sud doit reproduire afin d'inclure la société civile.

RÉFÉRENCES

- Profil de membre de SPONG Forus : <https://www.forus-international.org/member/spong-secretariat-permanent-des-ong-du-burkina-faso>
- Projet LOCAL de SPONG-RDC : <https://drc.ngo/resources/news/new-project-to-lower-compliance-burdens-for-local-and-national-associations/>
- Citation de Christelle Kalhoulé sur la crise au Sahel (OpenGlobalRights, 2024) : <https://www.openglobalrights.org/humanitarian-crisis-sahel-worsening/>
- Confirmation de Christelle Kalhoulé à la présidence de Forus (AllAfrica/IPS, mai 2024) : <https://allafrica.com/stories/202405300282.html>
- Consultations SPONG sur la ZLECA (CEA) : <https://www.uneca.org/stories/involving-civil-society-actors-in-the-implementation-of-the-afcfta-in-burkina-faso>

Étude de cas n° 24 : Taiwan AID (Taïwan)

Asia NGO Fellowship Bridge – Renforcer les capacités de la société civile Sud-Sud dans la région indo-pacifique

Membre de Forus	Taiwan Alliance in International Development (Taiwan AID)
Statut	Première et unique plateforme nationale d'ONG taïwanaises dédiée au développement international (fondée en 2013) ; environ 30 ONG membres
Partenaires	Ministère des Affaires étrangères de Taïwan (MOFA) ; Institut américain à Taïwan (AIT) ; Fondation Ming Yi
Période	2023-2025 (programme de bourses pour les ONG); actions plus larges en faveur du développement de la société civile : de 2013 à aujourd'hui
Type de CSS	Facilitation triangulaire — Taïwan en tant que pôle de coopération Sud-Sud dans la région indo-pacifique ; transfert de connaissances Sud-Sud de société civile à société civile

CONTEXTE

Taiwan AID est la première plateforme nationale d'ONG taiwanaises dédiée au développement international et à l'aide humanitaire. Créée en 2013, elle coordonne une coalition de près de 30 ONG basées à Taïwan dont les projets s'étendent sur les cinq continents et couvrent l'éducation, la santé, la lutte contre la pauvreté, l'égalité des sexes, l'aide humanitaire, le changement climatique et les énergies renouvelables. Taiwan AID joue à la fois le rôle de rassembleur du secteur de la société civile taiwanaise et d'interface entre les ONG taiwanaises, les agences gouvernementales (en particulier le ministère des Affaires étrangères et la TaiwanICDF) et les réseaux internationaux de la société civile.

Taïwan occupe une position atypique dans le domaine du développement international : elle n'est pas membre du CAD de l'OCDE et est exclue de la plupart des cadres multilatéraux en raison de son statut international ambigu ; pourtant, elle dispose d'une société civile bien développée, d'une expertise technique significative et d'un bilan éprouvé en matière de coopération au développement efficace par l'intermédiaire du TaiwanICDF. L'expérience de Taïwan en matière de transformation économique rapide, de transition démocratique et de développement de la société civile — réalisée en grande partie sans s'inspirer de modèles extérieurs — lui confère un savoir-faire particulier, proche de la coopération Sud-Sud, qu'elle peut offrir à ses partenaires des pays en développement, notamment en Asie.

Le lancement de la « Nouvelle politique vers le Sud » de Taïwan et sa participation au Sommet pour la démocratie (2021) organisé sous l'égide des États-Unis ont créé un nouvel espace stratégique pour une coopération régionale centrée sur la société civile. Dans le cadre du pilier « Lutte contre l'autoritarisme » du Sommet, Taïwan s'est engagé à jouer le rôle de plaque tournante régionale pour la société civile internationale — un mandat que Taiwan AID a mis en œuvre par le biais de son programme de bourses destiné aux ONG.

CE QUI S'EST PASSÉ

En 2023, Taiwan AID a lancé son programme de bourses pour les ONG, financé conjointement par l'AIT et le ministère des Affaires étrangères (MOFA), afin d'offrir un renforcement des capacités structuré à de jeunes professionnels d'ONG d'Asie du Sud et du Sud-Est. Le programme a sélectionné dix boursiers (parmi 172 candidats) représentant des ONG actives dans les domaines de l'agriculture durable, des droits des personnes en situation de handicap, de la violence sexiste, de la santé des femmes et de la lutte contre le VIH/sida. Les boursiers ont participé à une semaine d'ateliers structurés portant sur la gestion de projet, la collecte de fonds et le plaidoyer, suivie de trois semaines de stage au sein d'ONG taïwanaises d'accueil correspondant à leurs propres domaines de spécialisation.

L'impact du programme a été immédiat et significatif. Les boursiers ont visité le Bureau du Président, l'AIT et le TaiwanICDF, et se sont dits très impressionnés par la proximité des relations entre le gouvernement taïwanais et la société civile, ainsi que par la capacité des ONG taïwanaises à mobiliser des financements nationaux sans dépendre de l'ONU ou de bailleurs de fonds internationaux — un modèle particulièrement pertinent pour les organisations de la société civile dans les pays où les financements internationaux sont tout aussi limités.

Fort de ces retours très positifs, Taiwan AID a obtenu des financements supplémentaires de l'AIT, du MOFA et de la Fondation Ming Yi (une importante organisation à but non lucratif taïwanaise) afin de poursuivre et d'étendre le programme. En 2024, le programme de bourses s'est étendu au-delà de l'Asie du Sud et du Sud-Est pour inclure la Mongolie, le Japon et la Corée. Le nombre de candidatures est passé de 172 à 1 372, la promotion est passée de 10 à 15 boursiers, et le nombre d'ONG d'accueil a doublé, passant de 10 à 20 organisations. Le programme de 2024 a couvert un éventail thématique nettement plus large, comprenant notamment les services aux personnes en situation de handicap, la protection de l'enfance, la violence sexiste, les droits des personnes LGBTQ+, la préservation de l'environnement, la formation professionnelle des travailleurs migrants et la réforme pénale.

Le programme est explicitement conçu pour créer un réseau régional de soutien durable : les boursiers retournent dans leurs organisations d'origine avec des compétences, un réseau de pairs et des liens durables avec leurs homologues des ONG taïwanaises, et Taiwan AID met en place des mécanismes de suivi des anciens boursiers afin de pérenniser et d'approfondir ce réseau au fil du temps.

LE RÔLE TRIANGULAIRE

Le rôle triangulaire de Taiwan AID se distingue dans le paysage de la coopération Sud-Sud. Contrairement à la plupart des accords de coopération triangulaire — qui impliquent un donateur du Nord membre de l'OCDE facilitant le transfert de connaissances entre deux partenaires du Sud —, la facilitation triangulaire de Taïwan est de nature et de méthode Sud-Sud. C'est l'expérience de développement propre à Taïwan (industrialisation rapide, consolidation démocratique, formation de la société civile) qui constitue le savoir transféré, et non les paradigmes de développement occidentaux ou les modèles institutionnels des pays donateurs.

La structure triangulaire opère simultanément à trois niveaux :

- Du gouvernement à la société civile : le ministère des Affaires étrangères (MOFA) et l'AIT fournissent l'architecture financière et le soutien politique, tandis que Taiwan AID et ses ONG membres assurent l'échange de connaissances de fond — un modèle de co-conception entre le gouvernement et les OSC qui devient lui-même un objet d'apprentissage pour les boursiers.
- De la société civile à la société civile : les ONG membres de Taiwan AID font office d'organisations d'accueil, créant un transfert direct de connaissances entre pairs entre les acteurs de la société civile taïwanais et ceux d'Asie du Sud et du Sud-Est — une approche Sud-Sud par nature et relationnelle par caractère.
- Fonction de pôle régional : Taiwan AID positionne Taïwan comme un pôle régional permanent de formation des ONG, le programme de bourses servant de mécanisme récurrent pour la construction d'un réseau de soutien à la société civile dans la région indo-pacifique qui dépasse le cadre de toute relation bilatérale isolée.

Taiwan AID impose également à ses partenaires gouvernementaux des normes d'inclusion de la société civile : le modèle de gouvernance du programme exige que les financements du ministère des Affaires étrangères (MOFA) et de l'AIT facilitent, plutôt qu'ils ne dirigent, les activités conçues par la société civile — faisant ainsi de Taiwan AID un défenseur de l'autonomie des OSC au sein de l'architecture de coopération régionale de son propre gouvernement.

POINT CLÉ

Taiwan AID illustre un modèle de coopération triangulaire qui remet en question les cadres Nord-Sud conventionnels : une économie de taille moyenne, non membre de l'OCDE, au parcours de développement singulier, utilise sa plateforme de la société civile pour transférer des connaissances pertinentes dans le cadre de la coopération Sud-Sud vers les secteurs émergents des ONG à travers l'Indo-Pacifique. Le programme de bourses pour les ONG a connu une expansion rapide — passant de 172 à 1 372 candidats en un seul cycle —, ce qui témoigne d'une forte demande régionale pour un modèle d'apprentissage entre pairs fondé sur l'expérience asiatique en matière de développement. Taiwan AID est en passe de devenir le pôle de renforcement des capacités de la société civile le plus important de la région, à condition que la stabilité du financement pluriannuel puisse être assurée.

RÉFÉRENCES

- **Taiwan AID** : <https://www.taiwanaid.org/en>
- **Programme de bourses pour les ONG (perspectives pour 2024)** : <https://www.taiwanaid.org/en/news/50088>
- **Analyse du Global Taiwan Institute** : <https://globaltaiwan.org/2025/01/building-a-regional-ngo-hub-in-taiwan/>
- **TaiwanICDF** : <https://www.icdf.org.tw/>

Étude de cas n° 25 : TANGO (Tanzanie)

Suivi des ODD par la société civile et échange entre pairs en Afrique de l'Est

Membre de Forus	TANGO — Tanzania Association of Non-Governmental Organisations (membre confirmé de Forus)
Partenaires	CCOAIB Rwanda (membre confirmé de Forus) ; UNNGOF Uganda (membre confirmé de Forus) ; Secrétariat des ODD du gouvernement tanzanien ; Forus
Période	2017-2024
Type de CSS	Participation de la société civile aux rapports nationaux volontaires (VNR) ; apprentissage entre pairs en matière de coopération Sud-Sud en Afrique de l'Est au sein du réseau Forus

CONTEXTE

TANGO est l'association nationale des ONG de Tanzanie et un membre à part entière de Forus. La Tanzanie a présenté ses examens nationaux volontaires (VNR) en 2017 et 2023 — elle figure parmi les 39 pays examinés par Forus et ses organisations partenaires dans le rapport 2023 sur les progrès de la mise en œuvre des ODD au niveau national. La Tanzanie participe activement aux cadres de coopération Sud-Sud (CSS) de la Communauté de l'Afrique de l'Est et est un bénéficiaire important de la CSS bilatérale — provenant de la Chine (infrastructures), de l'Inde (renforcement des capacités via les cadres ITEC et IBSA) et de partenaires intra-africains.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

TANGO a coordonné les contributions de la société civile aux processus d'examen national volontaire (ENV) de la Tanzanie. Le processus de préparation de l'ENV 2023 de la Tanzanie est décrit comme multipartite, incluant la participation de la société civile. L'examen conjoint de l'ENV 2023 réalisé par Forus et l'IISD a documenté à la fois les éléments partagés dans les ENV officiels et les points sur lesquels les points de vue de la société civile divergeaient. Au sein du réseau Forus d'Afrique de l'Est, TANGO participe à des échanges d'apprentissage entre pairs avec le CCOAIB (Rwanda) et l'UNNGOF (Ouganda) — partageant la méthodologie des VNR, les approches de suivi des ODD et les stratégies de plaidoyer. Cet apprentissage entre pairs s'effectue de manière horizontale entre des plateformes partageant des contextes de développement, des économies politiques et des défis de mise en œuvre des ODD similaires.

LE DÉFICIT DE GOUVERNANCE DE LA COOPÉRATION SUD-SUD

L'important portefeuille bilatéral de la Tanzanie en matière de CSS — comprenant notamment les investissements chinois dans les infrastructures et la coopération indienne en matière de renforcement des capacités — a été géré par les voies gouvernementales, TANGO ne jouant aucun rôle officiel dans ces structures de gouvernance. Le suivi par TANGO, au niveau communautaire, des impacts des projets d'infrastructure — qui serait pertinent pour la responsabilisation des programmes de CSS — n'est relié à aucun mécanisme officiel d'examen des programmes de CSS

POINT CLÉ

La Tanzanie et TANGO illustrent un schéma courant en Afrique de l'Est : une forte capacité de la société civile à suivre les ODD, un apprentissage entre pairs actif via les réseaux Forus, et une exclusion totale de la gouvernance de la CSD bilatérale. Le fossé entre ce que TANGO sait des impacts de la CSS au niveau communautaire et ce que savent les partenaires bilatéraux de la Tanzanie en matière de CSS correspond exactement au déficit de responsabilité que ce rapport vise à combler.

RÉFÉRENCES

- TANGO (Tanzanie) — Membre de Forus confirmé (NGO Explorer) : <https://ngoexplorer.org/country/all?filter-classification=105>
- Examen national volontaire (ENV) de la Tanzanie pour 2023 (HLPF) : <https://hlpf.un.org/countries/tanzania>
- Examen conjoint de l'ENV 2023 par Forus/IISD : <https://www.iisd.org/publications/report/progressing-national-sdgs-2023>
-  Société civile de la Communauté de l'Afrique de l'Est : <https://www.eac.int/>

Étude de cas n° 26 : VANI (Inde)

Plaidoyer de la société civile en faveur de l'inclusion dans le cadre de la coopération Sud-Sud de l'Inde – Présente dans le mandat, absente dans la pratique

Membre de Forus	VANI — Voluntary Action Network India (membre confirmé de Forus ; bénéficie d'un financement institutionnel de Forus/IFP)
Partenaires	Niti Aayog ; ministère des Affaires étrangères ; ITEC ; Fonds de partenariat pour le développement Inde-ONU ; réseau Forus
Période	2018-2025
Type de CSS	La société civile du pays donateur est exclue de la gouvernance de la CSS malgré un mandat de CSS avéré ; plaidoyer en faveur de son inclusion

CONTEXTE

VANI est le réseau national indien des organisations bénévoles de développement et un membre confirmé de Forus — il bénéficie d'un financement institutionnel de Forus/IFP, ce qui confirme son adhésion. Créé en 1988, VANI regroupe environ 10 000 organisations bénévoles de développement à travers l'Inde. L'Inde est l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de coopération Sud-Sud : l'ITEC (Coopération technique et économique indienne), le Fonds de partenariat pour le développement Inde-ONU et les programmes de coopération bilatérale avec des partenaires africains et asiatiques placent l'Inde au cœur de la coopération Sud-Sud à l'échelle mondiale. La présidence indienne du G20 en 2023 a explicitement fait de la coopération Sud-Sud une priorité géopolitique et de développement.

CE QUI S'EST PASSÉ — DOCUMENTÉ

Le mandat de VANI inclut explicitement « l'adhésion aux principes de la coopération Sud-Sud et l'intégration de la société civile dans la coopération au développement de l'Inde » — comme en témoignent la description du programme publiée par VANI, notamment dans sa publication de recherche intitulée « India's Global Footprints ». VANI collabore avec Niti Aayog (l'organisme indien chargé de la planification et des politiques) sur le cadre réglementaire applicable à la société civile — le programme « Ease of doing development work » (Faciliter le travail de développement). VANI a participé aux discussions mondiales de la société civile sur la coopération Sud-Sud par le biais du réseau Forus, apportant ainsi les perspectives de la société civile indienne au plaidoyer mondial.

Cependant, VANI n'est pas officiellement intégrée dans les structures de gouvernance du ministère des Affaires étrangères pour l'ITEC ou le Fonds de partenariat pour le développement Inde-ONU — les deux principaux mécanismes de coopération Sud-Sud mis en œuvre par l'Inde. Le mandat de la société civile visant à intégrer la coopération Sud-Sud et son exclusion structurelle de la gouvernance de cette coopération coexistent simultanément.

LA DIMENSION SPÉCIFIQUE À L'INDE

L'architecture de la coopération Sud-Sud de l'Inde revêt une importance particulière, car l'Inde se positionne comme un partenaire de connaissances Sud-Sud — partageant son expérience en matière de développement avec d'autres pays en développement plutôt que comme un donateur du Nord. VANI détient précisément le type de connaissances issues des communautés locales concernant l'expérience de développement nationale de l'Inde qui confère sa crédibilité à la coopération Sud-Sud indienne : ce qui a fonctionné à grande échelle dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'éducation ; ce qui n'a pas fonctionné ; et quelles sont les conditions de mise en œuvre essentielles. Ces connaissances constituent le fondement de l'avantage comparatif de l'Inde en matière de coopération Sud-Sud. L'exclusion de VANI de la gouvernance de la CSD signifie que les programmes indiens de CSD sont exportés sans l'assurance qualité que pourraient apporter les données nationales recueillies au niveau communautaire.

POINT CLÉ

VANI constitue un cas important : un membre du Forus dont le mandat publié inclut explicitement la coopération Sud-Sud, mais qui est structurellement absent de l'architecture de gouvernance de la CSS de son pays. L'avantage comparatif de l'Inde en matière de CSS repose sur son expérience de développement national — les connaissances détenues par le réseau de VANI. Associer VANI à la conception des programmes de CSS de l'Inde permettrait d'améliorer la qualité de ce que l'Inde exporte en tant que partenaire de connaissances Sud-Sud.

RÉFÉRENCES

- Adhésion de VANI à Forus (LobbyFacts/Registre de transparence de l'UE) : <https://lobbyfacts.eu/representative/e48123a26cf743719e2440325ed9f8e3/voluntary-action-network-india>
- Mandat de VANI en matière de coopération Sud-Sud et empreinte mondiale de l'Inde (plateforme Give Discover) : <https://give.do/discover/MHL/voluntary-action-network-india/>
- Profil de VANI : <https://www.vaniindia.org/>
- Page du membre VANI sur Forus : <https://www.forus-international.org/member/vani-voluntary-action-network-india>
- Programme ITEC en Inde : <https://www.itecgoi.in/>



Forus est un réseau dirigé par ses membres, composé de **74 plateformes nationales d'ONG et de 8 coalitions régionales issues de tous les continents, représentant plus de 24 000 ONG** actives aux niveaux local et international dans les domaines du développement, des droits de l'homme, de la justice sociale, des questions environnementales, et bien d'autres encore.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), de la Fondation de France, de la Direction de la coopération internationale de la Principauté de Monaco, de l'Union européenne et d'Oxfam. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

 [HTTP://FORUS-INTERNATIONAL.ORG/](http://forus-international.org/)

 CONTACT@FORUS-INTERNATIONAL.ORG

 [@FORUS_INT](https://twitter.com/FORUS_INT)

 FACEBOOK : [FORUS INTERNATIONAL](https://www.facebook.com/forusinternational)

 INSTAGRAM : [FORUSINTERNATIONAL](https://www.instagram.com/forusinternational)

 [YOUTUBE](https://www.youtube.com/forusinternational)

 [LINKEDIN](https://www.linkedin.com/company/forus-international)

 [BLUESKY](https://bsky.app/profile/forus-international)

in partnership
with

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

 **AFD**
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



Financé par
l'Union européenne

**Fondation
de France**



Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO